

**Assemblée générale**

Soixante-troisième session

Documents officiels

**20<sup>e</sup>** séance plénièreLundi 6 octobre 2008, à 10 heures  
New York

---

*Président :* M. d'Escoto Brockmann. . . . . (Nicaragua)

*La séance est ouverte à 10 h 10.*

**Point 7 de l'ordre du jour (suite)****Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour : rapports du Bureau****Demande d'inscription d'une question additionnelle présentée par le Secrétaire général (A/63/232)**

**Le Président (parle en espagnol) :** L'Assemblée générale va maintenant examiner une demande présentée par le Secrétaire général dans le document A/63/232, portant sur les juges du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991.

Dans sa note, le Secrétaire général informe l'Assemblée générale que le mandat actuel des juges *ad litem* prend fin le 23 août 2009 et celui des juges permanents le 16 novembre 2009.

Comme le Statut du Tribunal international ne comprend aucune disposition sur la prorogation du mandat de ces juges, l'approbation du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale serait nécessaire pour proroger le mandat des juges *ad litem* et des juges permanents du Tribunal.

En outre, le 13 août 2008, après avoir consulté les Présidents du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a nommé M. Christoph Flügge (Allemagne) en remplacement du juge Wolfgang Schomburg, qui démissionnera de ses fonctions au Tribunal international le 18 novembre 2008.

Pour permettre à l'Assemblée générale d'examiner ces questions, le Secrétaire général a demandé, conformément à l'article 15 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'inscription à l'ordre du jour de la soixante-troisième session d'une question additionnelle intitulée « Juges du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 ».

Étant donné l'urgence et l'importance de ce point, s'il n'y a pas d'objection, puis-je considérer que l'Assemblée générale accepte de déroger à la disposition pertinente de l'article 40 du Règlement intérieur, qui veut que le Bureau se réunisse sur la question de l'inscription de cette question à l'ordre du jour?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président (parle en espagnol) :** Puis-je considérer que l'Assemblée générale, sur la proposition du Secrétaire général, souhaite inscrire à l'ordre du jour de la présente session, sous le titre I : « Questions

---

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

d'organisation, questions administratives et autres questions », une question additionnelle intitulée « Juges du Tribunal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 »?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : La question est donc inscrite à l'ordre du jour en tant que point 154.

La note du Secrétaire général demande par ailleurs que la question soit examinée en séance plénière. Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite, comme le demande le Secrétaire général, examiner cette question directement en séance plénière?

*Il en est ainsi décidé.*

**Le Président** (*parle en espagnol*) : L'Assemblée générale examinera cette question le jeudi 9 octobre 2008, après la publication des documents pertinents.

#### **Point 100 de l'ordre du jour (suite)**

##### **Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/63/1)**

**Le Président** (*parle en espagnol*) : Les membres se rappelleront que le Secrétaire général a présenté son rapport annuel (A/63/1) à l'Assemblée générale à sa 5<sup>e</sup> séance plénière, le 23 septembre 2008.

**M. Ripert** (France) : J'ai l'honneur d'intervenir au nom de l'Union européenne. La Turquie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, pays candidats; l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Serbie, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova et l'Arménie se rallient à cette déclaration.

Je voudrais tout d'abord remercier le Secrétaire général pour son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/63/1). Les vues détaillées de l'Union européenne sur les principaux thèmes abordés par le rapport et sur les principaux défis auxquels nous devons faire face vont être distribuées aux membres. Je voudrais pour ma part insister sur quelques points.

L'Union européenne est fermement attachée à un multilatéralisme efficace, attribuant un rôle central aux Nations Unies, dont le renforcement est une priorité

pour l'Europe. L'Union européenne est convaincue qu'il est essentiel, à ce stade, de faire avancer rapidement la réforme du système en vue d'améliorer sa représentativité, sa transparence et son efficacité. Elle réaffirme sa volonté de participer, à cette fin, à un dialogue ouvert et approfondi avec l'ensemble des Membres de l'ONU.

L'Union européenne est attachée à une réforme de la gestion du Secrétariat de l'ONU afin de permettre au Secrétaire général d'améliorer la gestion des ressources humaines et la responsabilisation des personnels et d'instaurer des méthodes d'administration basées sur les résultats.

Comme par le passé, la réforme des activités opérationnelles de l'ONU demeure également une priorité pour l'Union européenne, afin de mieux contribuer au développement des pays du Sud. L'Union européenne soutient fermement la récente résolution de l'Assemblée générale sur la cohérence d'ensemble du système, en vue de renforcer la capacité des organismes de l'ONU à unir leur action dans le domaine du développement. L'Union européenne appuie par ailleurs sans réserve les efforts visant à renforcer, à travers l'action d'un organisme consolidé, la capacité du système en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes.

L'Union européenne soutient résolument les trois principaux piliers de l'ONU, mentionnés dans le rapport du Secrétaire général : le développement durable, la paix et la sécurité et les droits de l'homme, qui sont interdépendants et complémentaires.

Dans le domaine du développement durable, l'Union européenne reste fermement engagée en faveur de la mise en œuvre des objectifs agréés par la communauté internationale, en particulier la Déclaration du Millénaire et les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Elle a contribué, à titre collectif et à travers les initiatives de ses États membres, au succès de la réunion de haut niveau sur les besoins en développement de l'Afrique et de la réunion de haut niveau sur les OMD, qui se sont tenues ici même il y a peu. L'Union européenne soutient la nécessité de tenir une réunion de haut niveau sur les OMD en 2010. Elle continue à encourager la communauté internationale, qu'il s'agisse des pays développés ou en développement, à redoubler d'efforts pour atteindre les OMD, en particulier en Afrique.

L'Union européenne est vivement préoccupée par la forte augmentation des prix des produits

alimentaires, y compris les denrées de première nécessité. Cette évolution, combinée à la crise énergétique, pourrait compromettre la réalisation des OMD et aggraver les tensions sociales et politiques. Suite à la Conférence de Rome, en juin dernier, l'Union européenne a avancé une série de propositions pour faire face à cette crise. L'Union européenne félicite le Secrétaire général d'avoir immédiatement réagi en créant une Équipe spéciale des Nations Unies sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, chargée de promouvoir une action coordonnée de toutes les agences.

La lutte contre le changement climatique est évidemment un domaine qui continue de figurer au premier rang des priorités tant de l'ONU que de l'Union européenne. L'Europe appuie résolument le rôle central de l'ONU pour élaborer un accord global sur les changements climatiques pour l'après-2012, et participe activement aux négociations globales devant s'achever fin 2009 au plus tard, lorsque se tiendra à Copenhague la quinzième Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques.

Afin de faire face à ces défis combinés, l'Union européenne tiendra ses engagements en matière de financement du développement. Elle s'emploiera à ce que la Conférence de Doha sur le suivi du Consensus de Monterrey débouche sur des résultats significatifs. L'Union œuvrera également, avec tous ses partenaires, à l'amélioration de la qualité et de l'efficacité de l'aide qu'elle fournit.

En matière de paix et de sécurité, l'Union européenne considère qu'il est essentiel de renforcer les capacités opérationnelles des Nations Unies. L'Europe appuie sans réserve les efforts entrepris par l'ONU dans le domaine de la diplomatie préventive et de la médiation. Elle constate qu'il est nécessaire de renforcer et d'organiser de façon appropriée le Département des opérations de maintien de la paix, afin d'améliorer la planification, le commandement et la gestion de l'information au niveau stratégique.

L'Union européenne est consciente du lien intrinsèque qui existe entre la sécurité, les facteurs politiques, le développement et les aspects humanitaires dans le cadre des opérations de maintien de la paix. Elle accordera une attention particulière aux interactions et aux synergies possibles entre les opérations de maintien de la paix conduites par l'ONU et les opérations menées par l'Union européenne afin

d'accroître le plus possible leurs effets conjugués sur le terrain.

L'Union européenne continuera de mettre l'accent sur les activités entreprises par l'ONU en matière de sortie de crise. Elle réaffirme son soutien à la Commission de consolidation de la paix et prône un renforcement de ses capacités, afin qu'elle puisse donner toute sa mesure.

L'Union européenne est déterminée à accroître son soutien aux efforts de l'ONU en matière de lutte contre le terrorisme ainsi qu'à contribuer au renforcement du consensus international sur son cadre normatif. À cet égard, l'Union européenne se réjouit du consensus intervenu lors du premier examen formel de la Stratégie antiterroriste mondiale depuis son adoption par l'Assemblée générale. Cela devrait inspirer les États Membres dans la négociation d'une convention globale sur le terrorisme international, qui viendra compléter le dispositif juridique actuel.

L'Union européenne reste attachée au désarmement international, à la maîtrise des armements et à la non-prolifération. Elle s'efforcera de faire aboutir le processus d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, y compris par l'entrée en vigueur rapide du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. L'Union européenne souligne l'importance des travaux entrepris afin de prévenir la prolifération des armes de destruction massive. Elle se félicite que la Conférence d'examen sur la Convention sur les armes chimiques ait été menée à bonne fin.

Elle soutient la mise en œuvre du programme d'action de l'ONU concernant les armes légères et de petit calibre et soutient l'éventail de mesures prises pour lutter contre la diffusion incontrôlée des armes conventionnelles, y compris des armes légères et de leurs munitions.

Concernant la justice internationale, l'objectif consistant à mettre un terme à l'impunité des responsables de crimes graves reste au premier rang des priorités de l'Union européenne. Elle est fermement convaincue qu'il ne saurait y avoir de paix durable sans une justice internationale indépendante. Elle réaffirme son soutien aux tribunaux pénaux internationaux, en particulier à la Cour pénale internationale.

S'agissant de l'aide humanitaire, l'Union européenne continuera, de façon concrète et cohérente,

à promouvoir le droit humanitaire international et à prôner un plus grand respect de ce droit. L'Union européenne s'efforcera de renforcer la coordination de l'aide humanitaire grâce à des résolutions par pays ou thématiques, dans l'esprit du Consensus européen sur l'aide humanitaire, qui met l'accent sur les principes fondamentaux d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance. Elle souligne avec force qu'il convient d'assurer la sûreté et la sécurité des personnels humanitaires et de garantir l'accès humanitaire aux populations en détresse.

L'Union européenne attache, en outre, une grande importance à la mise en œuvre du principe de la responsabilité de protéger, approuvé lors du Sommet mondial de 2005, et participera activement à l'examen, au sein de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, du devoir de protection des populations contre le génocide, les crimes de guerre, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité.

La promotion et le renforcement de l'état de droit aux niveaux national et international restent une priorité pour l'Union européenne. Celle-ci souligne la nécessité de fournir toute l'appui nécessaire au Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, soutenu par le Groupe de l'état de droit au sein du cabinet du Secrétaire général, afin qu'ils puissent remplir avec efficacité leurs fonctions.

En cette année qui marque le sixantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la promotion et la protection des droits de l'homme demeurent un axe majeur de l'action de l'Union européenne, qui accordera une attention particulière à l'amélioration de l'efficacité de tous les mécanismes des Nations Unies en la matière.

Le Conseil des droits de l'homme, qui a mis au point ses mécanismes institutionnels, devra continuer à jouer un rôle de premier plan. L'Union européenne œuvrera activement en son sein afin d'en renforcer le rôle. Elle continuera parallèlement à apporter son soutien à la Troisième Commission de l'Assemblée générale qui, compte tenu de sa composition universelle, doit encourager la mise en œuvre de normes en matière de droits et promouvoir les questions thématiques les plus importantes. La Troisième Commission demeure également une enceinte appropriée pour examiner des questions spécifiques à certains pays.

Enfin, l'Union européenne soutient pleinement le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, dont l'indépendance doit être assurée.

L'Union européenne est déterminée à fournir à l'ONU les ressources dont elle a besoin pour traiter les questions internationales relatives à la paix et à la sécurité, au développement et à la promotion des droits de l'homme, pour lesquels notre organisation a un rôle central à jouer. Elle continuera d'apporter une contribution équitable aux coûts engagés par l'ONU. Elle est toutefois préoccupée par l'augmentation du budget ordinaire de l'ONU, le recours persistant à des dépenses supplémentaires ainsi que par l'approche au coup par coup adoptée lors du dernier processus budgétaire. L'Union européenne participera de façon constructive à la soixante-troisième session de l'Assemblée générale afin de promouvoir une gestion financière saine et une discipline budgétaire rigoureuse.

Pour terminer, je voudrais remercier le Secrétaire général et l'ensemble du personnel du Secrétariat, et leur dire, au nom de l'Union européenne, notre gratitude pour leur engagement et leurs accomplissements dans l'exercice du mandat que nous leur avons confié. Leur action se déroule dans des conditions de plus en plus difficiles et de plus en plus dangereuses. Je veux les assurer de l'entier soutien de l'Union européenne.

**M<sup>me</sup> Blum** (Colombie) (*parle en espagnol*) : Puisque c'est la première fois que je prends la parole devant la plénière de l'Assemblée générale en cette soixante-troisième session, je voudrais vous féliciter, Monsieur le Président, pour votre élection et vous souhaiter plein succès durant votre mandat. Je voudrais également remercier le Secrétaire général d'avoir préparé et présenté son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/63/1) et de la manière compétente dont il gère l'ONU.

Nous notons avec intérêt que le Secrétaire général a choisi une approche dans laquelle les efforts de l'Organisation sont axés sur trois domaines fondamentaux : répondre aux besoins des plus déshérités, sauvegarder les biens de l'humanité et créer une Organisation des Nations Unies plus responsable et donc plus forte. Les défis auxquels est confrontée l'ONU sont gigantesques. Parmi eux, il y a les difficultés à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et la nécessité d'intensifier les actions pour éliminer la pauvreté et parvenir à une

croissance économique et à un développement durables. Ces défis prennent une dimension particulière dans le cas des pays à revenu intermédiaire. En dépit des progrès qu'ils ont enregistrés en matière de croissance, ces pays doivent faire face à des facteurs limitant la mise en œuvre de programmes en faveur d'une croissance soutenue à long terme. L'ONU et la communauté internationale doivent donc accorder une attention aux priorités et aux besoins des pays à revenu intermédiaire, et ce, d'autant plus dans le contexte de la crise financière mondiale actuelle.

Le dialogue sur la crise alimentaire mondiale doit rester une priorité pour l'ONU. Dans ce sens, nous redisons que nous sommes satisfaits de la création de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, et des autres activités mises en œuvre par l'Organisation pour faire face à ce problème.

Nous convenons avec le Secrétaire général qu'il est urgent de sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la libéralisation du commerce des produits agricoles. Il faut remédier aux déséquilibres sur les marchés internationaux pour améliorer les conditions de l'investissement et du développement agricole dans les pays en développement. Il faut continuer à prendre en considération le rapport qui existe entre la crise alimentaire mondiale, la demande énergétique mondiale et le changement climatique en tant qu'étape nécessaire pour proposer des mesures efficaces sur ces trois fronts.

Comme l'a souligné le Président Álvaro Uribe Vélez au cours de son allocution pendant le débat général, il y a deux semaines, la Colombie se trouve dans une position privilégiée pour contribuer de manière efficace et responsable à protéger l'environnement et à encourager les énergies de substitution. Le territoire colombien compte plus de 43 millions d'hectares de savane, dont une grande partie est sous-exploitée, et où il est possible d'augmenter la production agricole et de développer l'industrie des biocarburants, en cultivant la canne à sucre et le palmier africain, sans nuire à la production alimentaire. Cette nouvelle industrie a apporté des avantages considérables au pays, ce qui s'est traduit par une meilleure dynamique du secteur agricole et de l'élevage, la création de milliers de nouveaux emplois ruraux et a stimulé l'investissement, ainsi que la recherche et le développement technologiques.

La Colombie maintient fermement son engagement dans la lutte contre le terrorisme. À cet égard, mon pays rejette toutes les formes et manifestations de ce fléau et appuie les initiatives destinées à mettre fin une fois pour toutes à ce crime terrible. Grâce à sa politique de sécurité démocratique et à son approche globale dans la lutte contre le terrorisme, la Colombie a accompli de grands progrès dans ses efforts pour endiguer et éliminer cette menace, et réduire les taux de criminalité. Nous avons rétabli la sécurité sur tout le territoire national et parallèlement nous avons consolidé la primauté du droit et renforcé les institutions démocratiques. De même, nous avons réussi à démobiliser et à réintégrer près de 48 000 personnes qui appartenaient à des groupes armés illégaux.

La Colombie estime qu'il est très important d'honorer ses engagements pris dans le cadre de la stratégie mondiale de l'ONU contre le terrorisme. Nous sommes conscients que le monde ne pourra jamais éradiquer ce fléau sans le plein engagement de tous les États Membres de l'ONU à condamner les actes terroristes sous toutes leurs formes et à renforcer la coopération et l'échange d'informations entre États. Nous devons être résolus à lutter contre tous les délits du même ordre, tels que le blanchiment de capitaux et le trafic illicite des stupéfiants, principale source de financement du terrorisme.

Ma délégation voudrait mettre en relief l'initiative du Secrétaire général visant à améliorer le mécanisme d'obligation redditionnelle au sein du Secrétariat. Nous adhérons à l'appel qu'il a lancé aux États Membres leur enjoignant de s'acquitter des obligations qui leur incombent pour exécuter les mandats établis. Le renforcement, la pertinence et l'efficacité de l'Organisation dépendent de l'engagement sans réserve de tous ceux qui en font partie.

Renforcer les activités de l'ONU et contribuer à la recherche de solutions efficaces sont des tâches conjointes. En ce sens, nous nous félicitons de la consolidation des liens entre l'Organisation et la société civile, ainsi qu'avec le monde des affaires. Pour réaliser de réels progrès face aux défis qui se dressent devant nous, la participation active de vastes segments de la société est essentielle. Une plus grande participation de ces secteurs peut nous aider à atteindre les objectifs que nous nous sommes fixés, en accord avec le rôle central que jouent les États dans la

coordination et la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Enfin, nous avons parcouru plus de la moitié du chemin vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement et les difficultés sont plus grandes que jamais. Le monde a besoin de l'engagement sans réserve de l'ONU et de chacun de ses États Membres pour surmonter les nouveaux obstacles auxquels se heurte notre organisation et pour atteindre les objectifs adoptés par nos chefs d'État et de gouvernement, il y a huit ans.

Je voudrais réaffirmer notre appui au travail du Secrétaire général et à sa détermination de diriger l'ONU avec dévouement, concentration et engagement, ainsi que notre volonté de travailler ensemble pour réaliser un monde meilleur.

**M. Malmierca Díaz (Cuba) (*parle en espagnol*) :** Nous remercions le Secrétaire général de la présentation de son rapport annuel (A/63/1). Le rapport affirme clairement que le développement ne devrait pas être le privilège d'un petit nombre mais un droit pour tous. Le développement doit occuper une place prépondérante dans le programme des Nations Unies. En ce sens, nous saluons l'engagement du Secrétaire général d'accorder une priorité particulière à cette question et de renforcer le rôle de l'ONU dans sa promotion, en reconnaissant la nécessité d'accroître le financement comme l'un des éléments essentiels pour réaliser de réels progrès.

La proposition sur le renforcement de la composante développement du Secrétariat nous paraît importante. Mon pays l'examine actuellement avec soin et nous participerons de manière active et constructive aux débats sur cette question. Nous devons faire en sorte que l'Organisation dispose des instruments nécessaires pour répondre aux attentes des États Membres, en particulier celles des pays en développement.

D'une manière générale, nous sommes d'accord avec la vue d'ensemble décrite dans le rapport sur la situation complexe concernant la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans la conjoncture internationale actuelle difficile, marquée par la convergence de plusieurs crises internationales. Disons-le clairement : les objectifs du Millénaire pour le développement ne seront pas atteints. Et la raison n'est pas que les objectifs définis sont trop ambitieux; au contraire, ils sont extrêmement modestes et insuffisants. Les

objectifs ne seront pas atteints car l'ordre international en vigueur est profondément injuste et injustifiable; parce que l'ordre économique, commercial, et financier actuel marginalise et sacrifie 80 % de la population mondiale, à cause du gaspillage qui est le fait d'une infime minorité.

Les objectifs du Millénaire pour le développement resteront un rêve irréalisable pour la grande majorité, parce que plus de 100 pays du Sud ne disposent pas et ne disposeront pas des 150 milliards de dollars nécessaires pour les atteindre, c'est-à-dire, somme qui représente à peine 10 % du billion de dollars dépensé aujourd'hui au titre des dépenses militaires.

Bien que le rapport mentionne d'autres objectifs de développement convenus sur le plan international, il n'indique aucune proposition concrète sur les mesures envisagées par l'Organisation pour faire face à des problèmes cruciaux, tels que la recherche d'une solution durable à la crise de la dette extérieure, la réforme de l'architecture financière internationale et d'autres, qui font partie d'un programme de développement beaucoup plus vaste et varié.

Aujourd'hui, il est plus urgent que jamais d'établir un ordre international fondé sur la solidarité, la justice sociale, l'équité et le respect des droits des peuples et de chaque être humain. Nous n'avons plus besoin de beaux discours ni de promesses vides. Il s'agit de savoir si les responsables du monde de désordre et d'inégalités dans lequel nous vivons sont prêts à renoncer ne serait-ce qu'à une partie de leur privilèges et de leur gaspillage.

Nous nous réjouissons que le rapport reconnaisse que les changements climatiques sont l'un des grands thèmes de l'Organisation. Cela revêt une importance particulière compte tenu de l'important processus de négociations qui se prépare et dont nous attendons des objectifs bien plus ambitieux en matière de réduction des gaz à effet de serre au niveau mondial.

Il est dit au paragraphe 91 du rapport que « notre monde est esclave du carbone », et c'est là un consensus auquel sont arrivés les États Membres et que reflète le Plan de mise en œuvre du Sommet mondial pour le développement durable de Johannesburg, qui affirme avec fermeté la nécessité de modifier les schémas intenable de production et de consommation, notamment ceux que promeuvent les pays développés. Sans cette condition sine qua non, il sera impossible de

faire avancer la bataille visant à libérer le monde de la crise environnementale.

L'immense gâchis consumériste des pays industrialisés met en danger la survie de l'espèce. Des phénomènes comme le réchauffement climatique, le danger de l'élévation du niveau de la mer, l'abattage inconsidéré des forêts, le gaspillage que l'on voudrait faire des aliments en les utilisant comme combustible pour les automobiles des États-Unis et de l'Europe, l'épuisement des combustibles fossiles et l'utilisation irrationnelle des ressources en eau, entre autres choses, constituent de très graves menaces pour la vie. Nous devons agir, et rapidement – et les pays développés, qui sont à l'origine de 76 % des émissions de gaz à effet de serre, en ont l'obligation morale et la responsabilité historique principale.

Nous défendons aussi bien la nécessité de l'existence de l'ONU que la nécessité de la réformer en profondeur et de la démocratiser. Mais cela doit être fait dans le respect de la Charte, non pas en la réécrivant ou en déformant les buts et principes qui y sont énoncés. Le principal défi que nous devons relever est de réformer l'ONU de telle sorte qu'elle serve les intérêts de tous les pays sur un pied d'égalité. Nous ne pouvons pas laisser la réforme échouer, et notre organisation devenir un instrument au service des intérêts et des caprices de quelques pays riches et puissants.

Le rapport aborde la question controversée de la responsabilité de protéger, tandis que nombre de questions importantes et de préoccupations légitimes relatives à ce concept restent sans réponse. Il incombe à l'Assemblée générale d'examiner cette question dans la transparence et de manière approfondie et prendre les décisions idoines. D'aucuns prétendent mettre ce concept en pratique avant même qu'il ne soit clairement défini. Cuba s'oppose à de telles prétentions car cela risquerait de transformer ce concept en un instrument aisément manipulable pour porter atteinte aux principes sacrés que sont la souveraineté, l'intégrité territoriale et la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

Nous devons renforcer le rôle directeur de l'Assemblée générale, seul organe de l'ONU où les hégémonies n'ont pas leur place, où nous disposons tous d'une voix et du droit de vote et où il n'existe pas de droit de veto obsolète. Par ailleurs, il n'y aura pas de réforme véritable de cette organisation sans une réforme réelle du Conseil de sécurité. C'est pourquoi

Cuba salue la décision d'ouvrir prochainement, dans le cadre de l'Assemblée générale, un processus de négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité.

Nous espérons que ce processus permettra de réaliser des progrès concrets le plus rapidement possible. Nous avons besoin de toute urgence d'un Conseil de sécurité vraiment équitable et représentatif, qui agisse au nom de tous et conformément au mandat que lui confie la Charte, sans empiéter, comme il le fait de plus en plus fréquemment, sur les fonctions et les prérogatives d'autres organes du système.

Les pays les plus puissants doivent cesser de recourir à la manipulation politique des droits de l'homme, à la sélectivité, à la partialité et à l'application de deux poids, deux mesures dans la façon dont ils abordent cette question. Nous avons le devoir sacré de protéger et de promouvoir tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales au service de tous contre les tentatives visant à les mutiler, à les réécrire ou à les réinterpréter pour les adapter à l'ordre unipolaire et aux intérêts hégémoniques de quelques-uns.

Nous devons continuer à œuvrer afin qu'une véritable coopération internationale devienne la pierre angulaire des activités du Conseil des droits de l'homme. Dans son rapport, le Secrétaire général souligne la présence accrue sur le terrain des entités de l'ONU chargées des questions des droits de l'homme, ainsi que l'amélioration des capacités d'intervention rapide de l'Organisation en la matière. Dans ce contexte, cependant, il faut insister sur l'importance d'appliquer intégralement le principe de l'universalité, de l'indivisibilité et de l'interdépendance des droits de l'homme.

Compte tenu du fait que le rapport, lorsqu'il décrit les activités sur le terrain, se limite uniquement aux pays en développement, il semblerait que les travaux menés dans le domaine des droits de l'homme ne s'appliquent pas aux pays industrialisés, où il y a aussi beaucoup à faire. Ainsi, l'application du principe de consentement doit toujours être prise en compte pour promouvoir ce que le Secrétaire général qualifie d'ère nouvelle dans le domaine des droits de l'homme.

La démocratie ne saurait exister sans la participation populaire, sans la justice sociale, sans le bien-être individuel et collectif et sans la solidarité humaine. Le Fonds des Nations Unies pour la

démocratie doit tenir compte de ces directives dans la conduite de ses travaux.

S'agissant de la cohérence à l'échelle du système des Nations Unies, il est crucial de reconnaître que les activités opérationnelles devraient correspondre d'abord aux politiques nationales et aux priorités de chaque pays en matière de développement. Les entités des Nations Unies qui s'occupent de développement sur le terrain ne peuvent pas se consacrer à des activités qui ne sont pas directement liées au développement économique et social, et peuvent encore moins encourager l'imposition de conditions dans le cadre de leur action. Les opinions et les priorités des pays en développement ainsi que le respect des mandats intergouvernementaux dans le domaine des activités opérationnelles sont d'une importance capitale.

Je voudrais enfin faire mienne la conclusion du Secrétaire général dans son rapport, à savoir que,

« Plus que jamais, son universalité et sa vocation mondiale permettent à l'ONU d'orienter le monde vers des changements utiles, pour le rendre plus sûr, plus prospère et plus juste pour tous. » (*ibid. par. 141*)

Les défis qui nous attendent sont très sérieux. Plus que jamais, le monde a besoin de l'Organisation des Nations Unies.

**M. Le Luong Minh** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je tiens d'emblée, au nom de la délégation vietnamienne, à vous féliciter pour votre élection à la présidence de la soixante-troisième session de l'Assemblée générale et à vous assurer de notre entière coopération afin de contribuer à son succès.

Je remercie le Secrétaire général pour son rapport sur l'activité de l'Organisation (A/63/1) qui porte sur une large gamme de questions importantes telles que le développement, la paix et la sécurité, les droits de l'homme, les affaires humanitaires et la réforme de l'ONU.

Huit ans après l'adoption par nos dirigeants de la Déclaration du Millénaire, nous partageons les préoccupations exprimées par le Secrétaire général, à savoir que, bien que des progrès considérables aient été enregistrés dans la réalisation de l'objectif mondial consistant à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2015, de nombreux pays ne seront pas en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent

encore en deçà du seuil de pauvreté. Des centaines de millions d'êtres humains souffrent de la faim. Des dizaines de millions d'enfants d'âge scolaire ne sont pas scolarisés. La discrimination et la violence à l'égard des femmes restent généralisées. Au cours de la seule année 2007, il y a eu 2,5 millions de nouveaux cas d'infection par le VIH. Le manque d'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement adéquats continue de rendre la dure vie des pauvres encore plus dure.

Dans le contexte de la crise alimentaire mondiale, la hausse des prix de l'énergie, le réchauffement de la planète, les changements climatiques et le ralentissement de l'économie mondiale sont autant de facteurs qui constituent une menace réelle et sapent les progrès réalisés par les pays en développement qui luttent pour sortir de leur état de sous-développement et atténuer les effets négatifs que le développement a eus sur ceux qui ont les plus grands besoins, à savoir les pauvres, les femmes et les enfants. Avec la moitié de la population adulte dans le monde disposant de 1 % de la richesse mondiale, comme l'a rappelé le Secrétaire général, les maux du monde en développement ne pourront être guéris sans la coopération et l'assistance véritables et actives des pays développés dans le cadre d'un partenariat mondial pour le développement, et il a souligné que cela est crucial. Nous nous joignons à cet appel pour que les engagements pris au titre de l'aide publique au développement soient tenus, et nous espérons que l'objectif de 50 milliards de dollars par an d'ici 2010 sera atteint.

Il est tout aussi important pour que la mondialisation contribue à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), plutôt que de l'entraver, de disposer d'un système financier et commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire. Le retard pris pour la conclusion des négociations commerciales du Cycle de Doha non seulement aggraverait, entre autres choses, la crise alimentaire, mais rendrait aussi encore plus difficiles les efforts pour la surmonter. Mener à bonne fin le Cycle de Doha doit être une priorité de premier ordre pour les États Membres.

Il y a moins de deux semaines, l'Assemblée générale, sous votre direction, Monsieur le Président, a tenu deux événements de haut niveau, sur les OMD et sur les besoins particuliers de l'Afrique, durant lesquels nos dirigeants, avec d'autres parties prenantes, ont analysé la situation, partagé les exemples de



réussite et les enseignements tirés de l'expérience, discuté de nouvelles initiatives et fait de nouvelles promesses. La vie de centaines de millions de personnes dans le monde vivant avec moins de 1 dollar par jour, en particulier en Afrique, dépend de ce que nous ferons dans les années à venir pour que nos promesses se transforment pour eux en aliments, en abris, éducation et en soins de santé, comme l'indique le Secrétaire général, et la communauté internationale ne doit pas anéantir leurs espoirs.

Au cours de l'année écoulée, le maintien de la paix et de la sécurité internationales a de nouveau eu des possibilités à saisir et des défis à relever interdépendants. Outre les 17 missions en cours, le déploiement actuel d'autres opérations de maintien de la paix en Afrique devrait permettre de renforcer les processus locaux de rétablissement de la paix et de mettre, au bout du compte, un terme aux crises prolongées. La diplomatie préventive, la prévention des conflits et les efforts de médiation dirigés par l'ONU ont permis de renforcer le dialogue politique et la réconciliation nationale au service d'une paix et d'une stabilité durables dans de nombreux pays en Afrique et en Asie. De même, les activités de consolidation de la paix ont contribué à la conclusion d'accords de paix, jetant les fondements d'une paix et d'un développement durables tout en prenant en compte les besoins particuliers des États touchés par les conflits.

Cependant, malgré l'escalade des conflits armés et des tensions de longue date au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud, l'éclatement de nouveaux différends dans les Balkans et le Caucase vient s'ajouter à nos préoccupations communes. La complexité croissante des conflits qui perdurent a provoqué une soudaine augmentation des demandes d'opérations de maintien de la paix et a excessivement sollicité les capacités de l'Organisation sur beaucoup de fronts connexes. Le terrorisme reste une grave menace à la paix et à la sécurité internationales et est une atteinte aux principes de l'ordre public, aux droits de l'homme et au règlement pacifique des différends.

Face à ces défis, nous appuyons pleinement la conclusion du Secrétaire général selon laquelle le rôle crucial de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales doit être réaffirmé et renforcé davantage. Nous saluons et appuyons les récentes mesures prises par le Secrétaire général pour améliorer la gestion de l'Organisation dans les domaines des opérations de maintien de la paix, de la prévention et

du règlement des conflits et du désarmement, et nous sommes prêts à contribuer davantage à la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies (résolution 60/288), adoptée par l'Assemblée générale en 2006 sur la base des principes fondamentaux du respect de l'indépendance nationale, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États.

*M. Kpotsra (Togo), Vice-Président, assume la présidence.*

Cette année marque le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui demeure l'instrument clef pour promouvoir le respect universel et effectif des droits de l'homme conformément à la Charte des Nations Unies et au droit international. Tout en partageant l'évaluation positive du Secrétaire général selon laquelle les normes gouvernant les droits de l'homme sont largement acceptées et suscitent un vaste consensus sur le plan international, et les outils et mécanismes pour surveiller et encourager le respect de ces normes ont été renforcés, nous demeurons préoccupés par la tendance persistante à la politisation des droits de l'homme et à l'utilisation des droits de l'homme comme prétexte pour s'ingérer dans les affaires intérieures des États, rendant ainsi plus complexes des situations régionales et internationales et créant des obstacles au processus de réforme de l'ONU en provoquant un chevauchement dans les travaux des organes de l'ONU.

À cet égard, nous souhaitons réaffirmer le point de vue du Viet Nam selon lequel la protection et la promotion des droits de l'homme ne peuvent être efficaces que lorsqu'elles sont en accord avec les principes d'objectivité et de non-sélectivité et lorsque l'on peut éviter leur politisation, une maladie qui a, pendant des décennies, paralysé l'ancienne Commission des droits de l'homme.

Comme l'a indiqué le Secrétaire général dans son rapport, les phénomènes météorologiques extrêmes ont été particulièrement nombreux et intenses durant la période de l'examen, un nombre croissant de pauvres étant victimes de la sécheresse, d'inondations et de cyclones. La sécurité précaire et la violence mortelle en Iraq, en Afghanistan, dans les territoires palestiniens occupés et dans d'autres régions en proie à des conflits ont contraint des millions de personnes à l'exil et au déplacement interne, un nombre toujours croissant de

civils ayant d'urgence besoin d'assistance et d'accès humanitaires.

Le changement climatique et les conflits armés rendent plus intenses les catastrophes naturelles et celles liées à l'activité humaine et les rendent plus dangereuses que jamais, nécessitant une plus grande coopération internationale pour y faire face. Nous nous félicitons de l'engagement pris par le Secrétaire général de renforcer le partenariat entre l'ONU et les organisations régionales et les gouvernements pour se préparer à répondre à ces défis et à les relever.

Afin de s'adapter à un monde en pleine mutation et afin de mieux remplir ses mandats au titre de la Charte, l'ONU et ses organes principaux, y compris l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité, le Conseil économique et social et les institutions spécialisées, doivent être renforcés d'une manière plus complète et démocratique. En outre, l'expérience de l'année écoulée dans la médiation pour régler les conflits et de l'atténuation des conséquences des catastrophes naturelles indique plus clairement encore le rôle indispensable et efficace des organisations régionales. Cette expérience montre également que les rôles de l'ONU et des organisations régionales doivent et peuvent se renforcer mutuellement. Le Viet Nam continuera d'apporter sa contribution aux efforts visant à rendre l'ONU, en étroite collaboration avec les organisations régionales, plus représentative, plus efficace et plus sensible aux intérêts des États Membres et de leurs peuples.

**M. Davide** (Philippines) (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole pour exprimer publiquement la satisfaction de ma délégation au Secrétaire général pour les résultats obtenus par notre organisation, que le Secrétaire général Ban Ki-moon résume dans le rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, publié sous la cote A/63/1, couvrant les activités de l'ONU au cours de sa deuxième année à la tête de l'Organisation. Ma délégation félicite notre audacieux, dynamique, brillant et extrêmement compétent Secrétaire général pour ce magnum opus.

Le rapport de 28 pages s'abstient modestement de louer le travail héroïque accompli par les fonctionnaires internationaux de notre organisation, tant sur le terrain qu'au Siège. Or nous sommes intimement convaincus que les réalisations enregistrées par notre organisation n'auraient pas été possibles sans le dur travail individuel et collectif, le dévouement et

le comportement exemplaire de ces hommes et de ces femmes.

Le rapport est à la fois exhaustif et équilibré. Il met en exergue les résultats obtenus par notre organisation face aux défis titanesques et complexes auxquels elle est confrontée dans la réalisation des objectifs que constituent les trois piliers de l'ONU, à savoir le développement, la paix et la sécurité et les droits de l'homme.

Une nouvelle génération de défis mondiaux, comme les changements climatiques, le terrorisme, les crises alimentaire et énergétique et actuellement, la crise financière, auxquels il est difficile de faire face faute de ressources suffisantes ou même de volonté politique, pèse lourdement sur l'ONU – unique organe universel vers lequel se tourne le monde, en particulier ses 192 membres, pour obtenir de l'aide, un appui et des solutions ou y trouver une simple inspiration et un espoir. Il est trop effrayant d'imaginer un monde où l'ONU n'apporte plus cette inspiration et n'incarne plus cet espoir.

Compte tenu du danger croissant des menaces de plus en plus grandes que représentent les défis, anciens et nouveaux qui se posent, pour la paix et la stabilité, l'élimination de la faim et de la pauvreté, la lutte contre des maladies d'ampleur mondiale, l'assistance aux victimes de catastrophes soudaines naturelles et provoquées par l'homme, aux réfugiés et aux migrants chassés de leurs foyers à la suite de conflits ou pour des raisons économiques, et une multitude d'autres préoccupations mondiales, nous devons prêter attention aux conclusions du Secrétaire général et donner une suite rapide et décisive à ses recommandations avant que ces problèmes mondiaux ne prennent des proportions catastrophiques.

Si nous voulons apporter une aide à ceux qui en ont le plus besoin, nous devons prendre conscience des tristes réalités de la vie que mènent les pauvres dans le monde entier, écouter la voix de notre conscience et surmonter notre égoïsme en faisant appel à notre esprit de bon Samaritain pour aller au secours du 1,2 milliard de personnes toujours engluées dans l'extrême pauvreté, du 1,2 milliard de personnes souffrant de maladies tropicales négligées, au milliard de personnes n'ayant pas accès à l'eau potable, aux 2,6 milliards de personnes ne disposant pas d'installations sanitaires adéquates et aux 9,9 millions de réfugiés, en particulier en Afrique. Chaque journée passée sans leur tendre la main aggrave leur sort et leurs souffrances.

Cela nous amène à la nécessité urgente de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement que nous nous sommes fixés il y a moins de sept ans. La mise en œuvre de nos engagements en la matière ne consiste pas uniquement en une opération statistique, à savoir à réduire de moitié la pauvreté, et à atteindre les autres objectifs de développement, elle suppose également, dans le cadre d'une synergie, la participation à d'autres processus de développement, notamment le financement pour le développement, le Cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha et la coopération pour le développement visant à garantir l'efficacité de l'aide. Nous ne pouvons pas nous permettre de ne pas parvenir à un consensus à cet égard. Car, dans le cas contraire, nous risquons de voir s'aggraver les tensions politiques et apparaître les conflits qu'engendrent la pauvreté et le manque d'éducation.

Les Philippines souhaitent par conséquent relayer l'appel lancé par le Secrétaire général pour que l'aide publique au développement soit portée à 50 milliards de dollars par an d'ici à 2010 sur la base de 0,7 % du produit national brut des pays donateurs afin de garantir une vie meilleure aux déshérités du monde.

Grâce à la diplomatie préventive et à l'appui aux processus de paix, notre organisation, sous la direction habile du Secrétaire général, a aidé le Népal à opérer la transition actuelle vers un nouvel avenir démocratique. Elle a géré et guidé le processus préparatoire au dialogue national en République centrafricaine, le processus de médiation après les élections au Kenya, le processus de renforcement de la confiance au Darfour, le développement du processus politique en Somalie et a lancé et facilité un processus préparatoire en vue de la tenue éventuelle de véritables négociations à Chypre.

Les bons offices du Secrétaire général méritent d'être renforcés et consolidés afin d'élargir la portée de son influence positive pour apaiser les tensions dans d'autres points névralgiques du monde, notamment en Iraq et au Moyen-Orient.

Il n'est pas facile de maintenir 130 000 agents de maintien de la paix, militaires et policiers, fournis par 117 États Membres et déployés dans 19 missions des Nations Unies de par le monde. Les Philippines, qui font partie des pays qui fournissent le plus de contingents militaires et de policiers, continueront de participer activement aux opérations de maintien de la paix dirigées par l'ONU, conscientes du fait que le

maintien de la paix ne mène pas seulement à une paix durable mais également à la consolidation de la paix et à un développement soutenu.

Une autre fonction importante de l'ONU que l'on retrouve dans ses trois piliers est celle qui consiste à fournir une assistance humanitaire aux peuples touchés par des catastrophes naturelles qui ont, dans certains cas, été aggravées par les négligences humaines ou les dommages causés à l'environnement. En tant que pays exposé lui-même aux catastrophes naturelles, les Philippines ont bénéficié du programme d'« appels éclairs » lancé par l'ONU et remercient le Fonds central d'intervention des Nations Unies pour l'aide rapide apportée. Ce Fonds est un mécanisme de secours multilatéral efficace nécessitant des contributions constantes des États Membres pour garantir une meilleure prévisibilité et adéquation des ressources dont il peut disposer en cas d'urgence.

Pour ce qui est du bien-être des générations futures, les Philippines partagent l'avis du Secrétaire général selon lequel il existe quatre domaines d'action prioritaires dont dépendra la survie des futures générations. Il s'agit des changements climatiques, du désarmement et de la non-prolifération nucléaire, du terrorisme et de la santé dans le monde.

Nous disposons désormais de la feuille de route de Bali, adoptée l'année dernière. Elle établit le processus à suivre pour élaborer un nouvel accord mondial devant permettre de faire face au changement climatique. Le processus de négociations lancé à Bali se poursuivra jusqu'à ce que les progrès réalisés soient examinés en décembre prochain à Poznań (Pologne), lors de la réunion des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques avant d'aboutir, il faut l'espérer, à des conclusions concertées à Copenhague, l'année prochaine.

Nous ne devrions pas seulement intégrer la lutte contre le changement climatique dans les politiques et les plans de développement; nous devrions également établir des partenariats avec le secteur privé pour intégrer cette question dans les activités des entreprises. La responsabilité de la lutte contre les changements climatiques n'incombe pas seulement aux gouvernements. Nous devons tous coopérer en tant qu'habitants d'une planète fragile, qui ont la responsabilité de veiller à ce que les générations à venir n'héritent pas d'une terre brûlée, qui ne pourrait plus assurer notre survie.

Il s'agit du concept de la responsabilité intergénérationnelle ou de la justice et de l'équité intergénérationnelles. À cet égard, permettez-moi également de rappeler ce que j'ai dit précédemment : en matière de changements climatiques, la justice élémentaire exige que les pays développés, qui ont causé tant de dommages à l'environnement ou à l'équilibre écologique au détriment des pays les moins développés ou des pays en développement, doivent en faire plus pour réparer les dégâts.

Le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) est au cœur de toutes les mesures de désarmement nucléaires. Le processus préparatoire à la Conférence d'examen des Parties au TNP qui se tiendra en 2010 est en cours. Conscientes des dangers représentés par les stocks nucléaires stratégiques et non stratégiques pour l'existence humaine, les Philippines comptent jouer un rôle actif en présentant un candidat qualifié pour présider la Conférence d'examen.

La mise en œuvre efficace de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies exige l'adoption d'initiatives novatrices et l'établissement de partenariats à long terme entre les gouvernements, le système des Nations Unies, les organisations régionales et la société civile.

Pour leur part, les Philippines intensifieront leurs activités de plaidoyer en faveur du dialogue et de la coopération entre les confessions afin de promouvoir la compréhension et la tolérance entre les peuples de cultures et confessions différentes. Cela complètera les initiatives connexes comme l'Alliance des civilisations. Ces initiatives, contrairement aux armes de guerre – qu'elles soient classiques ou pas – permettent de jeter les fondements de la confiance et de la compréhension et d'édifier un monde plus pacifique pour les générations actuelles et à venir.

La santé d'une nation dépend de la santé de sa population. Hippocrate a dit que la santé est l'un des plus grands atouts de l'être humain. Disraeli a affirmé que la santé d'un peuple est véritablement le fondement sur lequel repose son bonheur et tous ses pouvoirs en tant que nation. La mauvaise santé des êtres faibles produit tant mentalement que physiquement. La mauvaise santé abaisse la productivité et peut donc entraîner une stagnation de l'économie.

La fourniture de soins de santé et la prévention et le traitement des maladies infectieuses, surtout dans les pays tropicaux, sont un processus intergénérationnel

qui exige une stratégie à long terme. Les pays les moins avancés ont cruellement besoin d'une aide extérieure à cet égard et les Philippines partagent l'opinion du Secrétaire général selon laquelle l'ONU devrait prendre la direction des efforts visant à orienter l'avenir de la santé dans le monde en se concentrant sur les priorités essentielles pour permettre la mise en place de systèmes de santé abordables et fonctionnant bien, dans le cadre d'un partenariat concerté avec les gouvernements, les organisations à but non lucratif, les fondations, le secteur privé, les milieux universitaires et la société civile.

En ce qui concerne la responsabilisation du Secrétariat, ma délégation appuie fermement les efforts déployés par le Secrétaire général en faveur de la mise en place, au sein du Secrétariat, d'une infrastructure gestionnaire articulée autour des résultats concrets, ainsi que sa proposition en faveur d'un nouveau système de responsabilités garantissant l'efficacité du Secrétariat dans la mise en œuvre et la coordination des mandats qui lui sont confiés par l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et le Conseil de sécurité.

Étant le plus haut fonctionnaire de notre organisation et le chef du Secrétariat, le Secrétaire général doit avoir une grande latitude dans ses pouvoirs discrétionnaires de gestion du Secrétariat, y compris s'agissant de ses réformes internes, étant donné les ressources financières limitées dont il dispose. Une telle souplesse est indispensable pour lui permettre de répondre aux demandes changeantes et croissantes auxquelles doit faire face notre organisation.

Sur le terrain, il est dans l'intérêt du Secrétariat d'envisager l'utilisation d'une démarche analyse-clients de manière à favoriser la prise en compte des besoins particuliers et des spécificités des pays en développement, ses clients, qu'il est censé servir ou appuyer. L'analyse du sommet vers la base de la pertinence des outils opérationnels formulée au Siège devrait être complétée par une approche de la base vers le sommet intégrant les apports des gouvernements, responsables au premier chef des programmes nationaux, afin d'affiner ces outils de manière à maximiser les retombées au niveau national.

Les Philippines souscrivent également aux orientations actuelles du Secrétaire général pour optimiser les avantages d'une coopération avec les

organisations régionales et promouvoir des partenariats avec la société civile et le secteur privé.

Pour terminer, ma délégation se félicite du succès global avec lequel notre organisation a fait face aux nombreuses préoccupations mondiales au cours de l'année écoulée. Ce succès est essentiellement attribuable à l'efficacité avec laquelle le Secrétaire général dirige nos travaux et à l'appui de son équipe de direction. Ma délégation ne doute pas qu'au cours de la troisième année de mandat du Secrétaire général, notre organisation sera en mesure de faire davantage en s'appuyant sur les bases solides qu'elle a jetées jusqu'ici et en tendant une main secourable à davantage de personnes, partout dans le monde, pour leur donner l'assurance d'une vie meilleure et d'un avenir plus radieux. En avançant sur cette voie, faisons en sorte que leur espoir demeure ferme et résolu.

**M. Rosenthal** (Guatemala) (*parle en espagnol*) : Mes premiers mots seront pour remercier le Secrétaire général de son rapport sur l'activité de l'Organisation, publié sous la cote A/63/1. Ce document ne se limite pas à tenir l'Assemblée générale pleinement informée des travaux du Secrétariat, mais fournit les bases pour que cet organe intergouvernemental continue à entretenir un dialogue direct avec le Secrétaire général, dans le cadre du précédent bienvenu qu'il a lui-même instauré – et qu'il mentionne dans son rapport – à savoir qu'il rend désormais périodiquement compte de ses activités à l'Assemblée pour l'informer de questions ponctuelles. Nous nous en félicitons et nous applaudissons ce rapprochement entre l'Assemblée et le Secrétariat. C'est en effet la base essentielle de la bonne gestion de cette organisation.

Le rapport révèle la portée et l'ampleur des tâches entreprises dernièrement par l'ONU dans un contexte mondial changeant, marqué par quelques éclaircies et beaucoup de zones d'ombres. En effet, les tableaux qui font partie intégrante du rapport montrent que, en ce qui concerne la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, nous nous trouvons face au verre à moitié plein avec la circonstance aggravante que l'écart qui sépare les pays les plus avancés de ceux qui se situent à l'opposé tend à se creuser. Autrement dit, tel que constaté lors de la réunion tenue le 25 septembre pour évaluer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, nous nous trouvons devant un tableau plutôt mitigé. Aucun progrès n'a été accompli concernant le règlement de certains des conflits les plus irréductibles qui figurent à l'ordre du

jour du Conseil de sécurité, dont la capacité de réaction semble entravée par des difficultés toujours plus grandes.

Il en va de même dans le domaine de l'environnement. Notre gestion des ressources et même du climat de la planète laisse beaucoup à désirer. En revanche, nous observons d'importants progrès en matière d'aide humanitaire, ce qui est significatif face au nombre inhabituel de catastrophes naturelles et causées par l'homme qui se sont produites. Nous applaudissons l'amélioration de la capacité du Secrétariat d'établir des partenariats utiles avec les organisations régionales, surtout sur le continent africain.

Mais l'idée centrale de mon intervention d'aujourd'hui porte sur notre organisation et ses accomplissements. Et là encore apparaît le syndrome du verre à moitié plein ou à moitié vide. Nous reconnaissons les progrès accomplis – et dont le rapport rend compte – dans le traitement de questions d'une importance décisive et dans l'adaptation de l'Organisation aux réalités nouvelles. En même temps, cependant, nous constatons certaines insuffisances révélées par le rapport. À ce propos, je voudrais mentionner quatre aspects qui, à notre avis, devraient mobiliser les efforts tant du Secrétariat que des forums intergouvernementaux pour donner plus de pertinence à notre organisation.

Premièrement, le programme de travail toujours plus important de l'Organisation, tout en ayant le mérite d'examiner de manière exhaustive les questions du développement, de la paix et de la sécurité, les questions humanitaires, les questions de gouvernance démocratique, présente l'inconvénient d'estomper la différence entre ce qui est vital et ce qui est seulement important. Il conviendrait peut-être de retourner à nos racines et de réinterpréter la vision (explicite et implicite) que nous offre la Charte des Nations Unies, mais adaptée aux enjeux du XXI<sup>e</sup> siècle. Tout en reconnaissant les avancées réalisées sur cette voie dans la Déclaration du Millénaire de 2000, de même que dans le Document final du Sommet mondial de 2005, nous estimons qu'il faudrait un fil conducteur plus clair dans le rapport de cette année pour donner davantage de relief à cette vision.

Deuxièmement, bien que le rapport rende compte des changements récemment intervenus dans l'environnement mondial, et signale même, à juste titre, que la combinaison de la crise énergétique et de

la crise alimentaire menace sérieusement de remettre en cause les avancées recherchées par la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, le ton du rapport semble évoquer que « tout est normal », alors même que le monde est en proie à des bouleversements simultanés dans les domaines économique, financier, politique et social, ce qui aura des conséquences dramatiques à long terme.

Nous faisons face à des changements extrêmement importants dans le monde réel, et même dans le monde des idées. On aimerait voir l'ONU surmonter ces changements, ou même les dépasser, au lieu de les subir. Nous sommes conscients du fait qu'il s'agit là d'un vaste programme, compte tenu de l'ampleur et de la complexité de ces difficultés, mais cela confirme le besoin urgent d'adapter l'Organisation aux exigences actuelles et futures. À cet égard, il convient de reconnaître que le Secrétaire général a fait quelques pas importants dans cette direction.

Ceci me conduit à ma troisième observation. Nous partageons l'opinion du Secrétaire général sur la nécessité d'introduire des réformes au Secrétariat – et peut-être plus encore – dans les mécanismes intergouvernementaux. Cependant, il serait utile d'avoir une feuille de route et une vision globale de la réforme du Secrétariat, plutôt que de s'y attaquer de manière fragmentaire, département par département après l'autre. Une telle approche nous oblige cependant encore une fois à ne voir que l'arbre qui cache la forêt.

Quatrièmement, l'ONU ne fonctionnera que si toutes ses parties – le Secrétariat et les organismes intergouvernementaux – sont capables de coordonner leurs rôles respectifs. Nous, les États Membres, ne pouvons exiger du Secrétariat qu'il s'acquitte d'un nombre de plus en plus grand de mandats, si nous ne lui fournissons pas les ressources dont il a besoin pour répondre à ces demandes et mener à bien ces mandats.

Nous reconnaissons que des efforts partiels ont été faits pour financer certaines des nouvelles initiatives mentionnées dans le document final du Sommet de 2005, mais nombre de tâches confiées au Secrétariat, notamment la Stratégie antiterroriste mondiale, ne sont pas viables sur le plan budgétaire.

Nous ne pouvons pas non plus demander au Secrétariat d'outrepasser les pouvoirs qui lui ont été délégués par les gouvernements. Et, il est certain que le Secrétariat, mis à part sa capacité de formuler des recommandations, ne peut guère contribuer à la réforme des organes intergouvernementaux, notamment

le Conseil de sécurité, étant donné que dans le cas de ce dernier, la question relève de la compétence exclusive des États Membres.

Ceci étant dit, nous partageons entièrement l'opinion du Secrétaire général concernant la nature singulière de l'ONU. C'est un patrimoine de l'humanité, et le monde ne serait plus ce qu'il est sans elle. Nous devons conserver et actualiser ce patrimoine, et cette tâche incombe à la fois au Secrétariat et aux États Membres. Nous devons mieux cibler nos priorités. Nous devons fournir au Secrétariat les ressources dont il a besoin pour mener à bien sa mission, et nous devons finir d'adapter la structure du Secrétariat et des instances intergouvernementales aux exigences complexes de notre époque.

**M. Park** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Mes remerciements s'adressent au Secrétaire général pour son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/63/1), qui donne un aperçu global et clair de ce qui a été réalisé au cours de l'année dernière et expose ce qu'il reste à accomplir dans l'avenir.

Cette année, la communauté internationale a été confrontée à pléthore de difficultés sans précédents et inattendues. On citera entre autres les prix élevés des denrées alimentaires et du carburant, les changements climatiques, le ralentissement de la croissance économique et l'instabilité financière. Toutes ces crises confirment une fois de plus qu'une réaction mondiale rapide et commune est indispensable et que l'ONU devrait jouer un rôle de premier plan en renforçant la sensibilisation du public, en attirant l'attention des États Membres, en mettant au point des stratégies et des mesures adaptées pour répondre à chaque crise, et finalement en incitant la communauté à aller de l'avant.

À cet égard, ma délégation souhaiterait saluer la réponse rapide du Secrétaire général à la crise alimentaire et sécuritaire, notamment la création de l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, qui a élaboré le Cadre d'action global, fournissant aux États Membres et à tous les acteurs pertinents une feuille de route traçant clairement la voie à suivre pour venir à bout de la crise.

La crise alimentaire mondiale actuelle ne sera pas résolue par l'action d'un seul acteur. Au contraire, elle requiert les efforts communs de la communauté internationale ainsi que leur coordination par l'ONU. Comme mon Premier ministre l'a annoncé dans sa

déclaration à l'Assemblée générale, la Corée va verser 100 millions de dollars au cours des trois années à venir au titre de l'aide alimentaire d'urgence et développer sa coopération technique pour accroître la productivité agricole des pays en développement.

À mi-parcours de l'échéance de 2015 fixée pour les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), nous estimons que les disparités régionales devaient aussi faire l'objet d'une attention particulière. Les efforts fournis pour atténuer l'extrême pauvreté en Afrique ne semblent pas donner de résultats. Il conviendrait de consacrer davantage de ressources et d'attention aux moyens de relancer des processus qui ont sérieusement dévié de leur cap et de venir en aide aux pays qui ne sont pas sur la bonne voie.

Tout en gardant à l'esprit la nécessité de jouer un rôle plus actif dans le partenariat mondial pour le développement, la République de Corée a augmenté le volume de son aide à un rythme rapide au cours de la dernière décennie et a mis au point une feuille de route pour l'accroissement de son aide publique au développement (APD). Avec cette nouvelle feuille de route en place, le montant de notre aide publique au développement devrait tripler par rapport au niveau actuel pour atteindre environ 3,3 milliards de dollars d'ici 2015. En outre, dans le cadre de l'Initiative de la Corée en faveur du développement de l'Afrique, démarrée en 2006, nous avons triplé notre APD pour l'Afrique au cours des trois dernières années et sommes prêts à l'augmenter encore. Dans le même contexte, nous appuyons aussi le renforcement des capacités des pays africains en matière de commerce et l'élargissement de l'admission en franchise de droits et hors quota des produits en provenance des pays les moins avancés.

En ce qui concerne les changements climatiques, la communauté internationale, les pays développés comme les pays en développement, devrait faire des progrès significatifs dans l'élaboration du régime des changements climatiques après 2012. Compte tenu de l'impasse dans laquelle se trouve le processus de négociations, ma délégation estime que les États Membres doivent accélérer leurs efforts pour parvenir à un accord dans les délais fixés dans la feuille de route de Bali. À cet égard, ma délégation voudrait exprimer son plein appui au rôle moteur et énergique joué par le Secrétaire général qui a travaillé sans relâche pour parvenir, d'ici à décembre 2009, à un accord fructueux sur la Convention-cadre des Nations Unies sur les

changements climatiques; c'est à cette date que nous devons nous réunir à Copenhague, au Danemark.

En outre, en sa qualité de Président de la République de Corée, Lee Myung-bak a annoncé, au sommet du Groupe des Huit élargi, qui s'est réuni au Japon, que nous soutenons le projet mondial de réduire de 50 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici à l'an 2050. L'année prochaine, nous comptons annoncer notre objectif d'atténuation volontaire à mi-parcours d'ici à l'an 2020. Ma délégation voudrait rappeler que le Gouvernement coréen est prêt à contribuer à la réponse mondiale au changement climatique en accueillant un nouveau sommet mondial en 2012, qui concentrerait ses travaux sur le changement climatique et le développement durable afin de contribuer au lancement énergique d'un régime climatique après 2012.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité, il convient de prévenir ou de régler les situations de conflit essentiellement par des moyens politiques. Pour que l'Organisation des Nations Unies puisse réaliser ce formidable objectif, le rôle du Secrétaire général en matière de bons offices et de médiation politique, doit être renforcé pour gérer les conflits à mesure qu'ils surviennent sur de multiples fronts. Ma délégation voudrait féliciter le Secrétaire général pour les efforts qu'il déploie et le rôle de chef de file qu'il joue dans les processus de paix dans des régions aussi diverses que le Népal, la République centrafricaine, le Kenya, le Darfour, la Somalie, Chypre et le Moyen-Orient. Nous partageons pleinement le point de vue selon lequel le Département des affaires politiques doit être renforcé pour mettre en œuvre une diplomatie préventive efficace. À cet égard, nous pensons qu'un meilleur fonctionnement de la diplomatie préventive pourrait réduire les coûts du budget du maintien de la paix à long terme et surtout sauver des vies sur le terrain.

En ce soixantième anniversaire des opérations de maintien de la paix des Nations Unies, la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix a été menée à bien avec succès et plusieurs documents essentiels de doctrine ont été parachevés, y compris la doctrine fondamentale. La République de Corée continuera d'appuyer les opérations de maintien de la paix en renouvelant le déploiement de nos contingents au sein de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban et en promulguant une législation visant à étendre notre participation aux opérations de maintien de la paix.

Transformer la paix fragile des situations d'après conflit en paix durable n'est pas tâche facile. Cependant, sans de tels efforts, la paix ne peut être pleinement consolidée. Nous nous félicitons de l'ouverture récente du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et espérons qu'il contribuera à la sécurité et au développement à long terme du pays. La République de Corée a bon espoir de jouer un rôle plus actif dans ce domaine en participant à la Commission de consolidation de la paix.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, l'année dernière, nous avons été témoins de situations humanitaires alarmantes d'une ampleur sans précédent. Lors de la crise humanitaire causée par le cyclone Nargis, le Secrétaire général Ban Ki-moon a aidé des millions de personnes en effectuant une visite historique au Myanmar et en s'efforçant de sécuriser l'accès humanitaire. Dans le même temps, sa visite à la population sinistrée de Wenchun, en Chine, qui avait été victime d'un récent tremblement de terre, a révélé toute l'importance du travail humanitaire et d'une réponse rapide de l'ONU.

Malgré les avancées considérables réalisées dans la fourniture d'une assistance responsable et opportune de la part de la communauté humanitaire, des difficultés considérables demeurent, tels que le refus d'accès et la menace à la sécurité des travailleurs humanitaires. L'ONU doit poursuivre ses efforts pour relever ces défis afin de fournir une assistance rapide aux populations les plus démunies.

En ce qui concerne les droits de l'homme, l'Organisation a renforcé son dispositif en la matière en entamant l'examen périodique universel. Nous partageons l'opinion du Secrétaire général selon laquelle le Conseil des droits de l'homme doit veiller à ce que les pays soient tenus responsables de la mise en œuvre des normes relatives aux droits de l'homme; à défaut d'une telle mesure, la crédibilité du Conseil s'en trouvera affectée. Les États Membres et les institutions compétentes des Nations Unies doivent également coopérer sincèrement pour assurer le succès du Conseil et permettre des avancées significatives dans la défense et la promotion des droits de l'homme en tant que valeur universelle pour tous.

Nous sommes heureux de prendre note du rapport (A/61/583) du Groupe de haut niveau du Secrétaire général sur la cohérence de l'action du système des Nations Unies concernant l'initiative pilote « Unis dans

l'action », lequel tire certaines leçons importantes concernant les améliorations dans l'exécution de programmes avec des coûts réduits de transaction.

Le renforcement de l'égalité entre les sexes et de l'autonomisation de la femme fait partie des éléments fondamentaux de la cohérence à l'échelle du système. Étant donné que nous avons adopté une résolution demandant au Secrétaire général de fournir les modalités détaillées de l'option de l'entité composite, nous comptons prendre des mesures importantes au cours de la présente session de l'Assemblée générale.

Compte tenu du fait que le Sommet mondial de 2005 a adopté la notion de responsabilité de protéger, ma délégation attend avec impatience que l'on examine à l'ONU la responsabilité de protéger les populations du génocide, des crimes de guerre, du nettoyage ethnique et des crimes contre l'humanité.

La République de Corée attache une grande importance au renforcement de l'ONU grâce à sa responsabilisation accrue. Nous nous efforcerons, en particulier, de parvenir à un accord sur le dispositif de gestion des ressources humaines et sur le nouveau système d'administration de la justice. Parmi les divers efforts visant à accroître la responsabilité des Nations Unies, ma délégation apprécie les exposés périodiques officiels du Secrétaire général, adressés à l'Assemblée générale et portant sur ses activités récentes. Ces exposés ont donné lieu à un engagement interactif avec les États Membres et démontrent les efforts que le Secrétariat déploie pour accroître sa transparence et renforcer sa responsabilité. Nous espérons que l'accord en matière d'obligation redditionnelle entre le Secrétaire général et les hauts responsables permettra de réels changements et encouragera une nouvelle culture du travail au sein du Secrétariat.

Je voudrais terminer en renouvelant le soutien de la République de Corée au Secrétariat dans l'action qu'il mène pour renforcer et améliorer l'efficacité, la responsabilité et le fonctionnement de l'ONU sous la remarquable direction du Secrétaire général.

**M. Takasu** (Japon) (*parle en anglais*): Je voudrais avant tout rendre hommage au Secrétaire général Ban Ki-moon pour le dévouement dont il fait preuve dans la direction des multiples activités de l'Organisation. Le Japon soutient de tout cœur sa détermination de renforcer l'efficacité et le dynamisme du Secrétariat.



Le défi le plus important auquel l'ONU fait face est de sauver le milliard de personnes les plus déshéritées de la pauvreté et de la misère en leur permettant de vivre dans la sécurité et la dignité. Tous les moyens dont dispose l'ONU doivent être mobilisés pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). L'examen à mi-parcours de haut niveau, en date du 25 septembre, a donné aux dirigeants du monde l'occasion idéale de réaffirmer leur engagement d'agir ensemble pour remettre à l'ordre du jour la réalisation des OMD. Nous accueillons avec satisfaction les résultats positifs de cet examen.

Le Japon s'est efforcé de placer les OMD au premier rang de ses priorités lors de deux sommets importants qu'il a accueillis cette année. Le Sommet du Groupe des Huit de Hokkaido s'est concentré sur les mesures à prendre en faveur de la santé, de l'eau et de l'assainissement, et de l'éducation. La quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique a souligné la nécessité d'accélérer une croissance économique diversifiée pour construire une Afrique dynamique. La Conférence a également permis de dresser un plan d'action concret pour les cinq prochaines années. Le Japon est déterminé à poursuivre jusqu'au bout ces engagements.

La forte hausse des prix mondiaux des denrées alimentaires et des matières premières entrave les efforts déployés pour réaliser les OMD. La sécurité alimentaire est un défi structurel et multiforme qui exige une réaction entièrement coordonnée de la part de la communauté internationale. Nous saluons l'initiative personnelle énergique du Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, qui vise à mobiliser l'ensemble du système des Nations Unies pour développer et mettre en œuvre une stratégie globale pour la sécurité alimentaire à court et à moyen terme. Le Cadre d'action global sera un bon point de départ pour mettre en œuvre des plans en faveur des pays qui ont besoin d'aide. Depuis trop longtemps, dans de nombreux pays, l'agriculture et la production alimentaire n'ont pas reçu la priorité qu'elles méritaient dans les politiques de développement. Nous devons saisir l'occasion que nous donne la crise pour mieux reconnaître l'importance qu'il y a à investir davantage dans l'agriculture et la production alimentaire afin d'accroître l'autosuffisance alimentaire.

Ce n'est pas en cherchant uniquement à réduire la pauvreté que nous réaliserons les OMD, car d'importants segments de populations qui font partie

des milliards de personnes les plus pauvres qui se trouvent au bas de l'échelle, nombreuses sont celles qui sont prises dans un conflit ou se battent pour survivre dans des situations d'après conflit précaires. Les faits récents montrent qu'environ la moitié des pays qui sont sortis d'un conflit y sont retombés dans les 10 années qui ont suivi. La fin d'un conflit devrait s'accompagner de mesures immédiates visant à renforcer la stabilité sociale et économique. Le cercle vicieux du conflit armé et de la pauvreté est un problème particulièrement difficile pour le monde d'aujourd'hui. Pour briser ce cercle, il est essentiel de combattre à la fois la pauvreté et le conflit par une approche intégrée. La Commission de consolidation de la paix est l'organe tout désigné pour combler certaines de ces lacunes. Elle mérite l'appui sans faille des États Membres.

Le règlement des conflits, le maintien de la paix et la consolidation de la paix sont les activités de base de l'ONU. Du fait de son caractère universel et impartial, il n'existe pas d'Organisation plus efficace ou plus légitime que l'ONU pour assumer le rôle de chef de file dans ces activités vitales. Le Japon ne ménagera aucun effort pour renforcer les opérations de paix, à l'appui du Secrétaire général.

Lorsqu'il s'agit de la paix, le désarmement et la non-prolifération nucléaires devraient recevoir autant d'attention. Étant le seul pays à avoir été ravagé par l'arme nucléaire, nous sommes déterminés à mettre fin à la prolifération et à œuvrer à l'élimination des armes nucléaires. Le Japon soumettra un autre projet de résolution au cours de cette session de l'Assemblée générale, pour présenter des mesures concrètes en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires.

Le changement climatique est un autre défi majeur pour l'humanité, pour notre génération et les générations futures. Ses répercussions touchent nos moyens de subsistance quotidiens et nos économies et sont directement liées au développement durable. Cet été, les dirigeants du Groupe de Huit se sont mis d'accord sur un objectif mondial à long terme visant à réduire les émissions et à chercher à créer un cadre mondial efficace, sous l'égide de l'ONU, auquel toutes les grandes économies participeront de manière responsable. Nous devons utiliser notre bon sens pour trouver un dispositif international efficace en faveur du climat pour l'après 2013. Le Japon est résolu à jouer un rôle de chef de file dans cette entreprise. Nous saluons l'appui reçu par l'initiative « Cool Earth 50 », qui est une initiative des pays en développement pour atténuer

les effets et s'adapter, en utilisant pleinement les écotechnologies et les ressources financières.

Cette année, le soixantième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme sera célébré partout dans le monde, y compris au Japon. Les droits de l'homme sont un droit imprescriptible des peuples de toutes les nations. Aucun gouvernement ne peut se dérober à sa responsabilité de les défendre et les promouvoir. Nous appuyons les efforts du Haut-Commissaire aux droits de l'homme visant à renforcer le rôle du Haut-Commissariat dans la fourniture d'une assistance aux pays qui en ont besoin.

Nous devrions chercher résolument à protéger et à promouvoir les droits de l'homme en gardant à l'esprit le lien qui existe entre la paix, les droits de l'homme et le développement. La sécurité humaine suppose une approche intégrée, et axée sur l'homme, indispensable pour mettre l'homme à l'abri de la peur et du besoin, tout en concentrant notre attention sur les moyens de subsistance et sur la dignité des personnes et des communautés. Nous sommes heureux du large appui manifesté par les États Membres en faveur de cette approche, à la quatrième réunion des Amis de la sécurité humaine et du débat thématique de l'Assemblée générale, en mai dernier. Le Japon œuvrera de concert avec d'autres pays intéressés à faire en sorte que la perspective de la sécurité humaine soit mieux reflétée dans les vastes domaines d'activité de l'ONU. Comme je l'ai déjà indiqué, ces domaines comprennent les OMD, la sécurité alimentaire, la consolidation de la paix, le changement climatique et la protection des droits de l'homme.

Nous devons renforcer la capacité de l'ONU de travailler avec plus de cohérence et d'efficacité pour venir en aide aux personnes qui en ont besoin sur le terrain. Les efforts actuellement en cours pour réformer l'ONU doivent être accélérés afin de restructurer l'Organisation pour qu'elle soit à la hauteur des réalités et des exigences du monde contemporain.

Premièrement, nous devons rechercher la cohérence des activités normatives et opérationnelles à l'échelle du système des Nations Unies par une approche participative, tout en restant concentrés sur la protection et l'autonomisation des personnes et des communautés. Le Japon estime par exemple que la coordination et le partenariat avec le système des Nations Unies sont essentiels pour parvenir à l'égalité entre les sexes et autonomiser les femmes. En vue de

combler les lacunes qui sont apparues au niveau de l'appui sur le terrain, nous devons continuer à examiner de quelle manière l'ONU pourrait mener à bien ses opérations de manière plus cohérente et efficace.

Deuxièmement, le Japon attache une grande importance à la gestion transparente, effective et efficace de l'ONU. Nous appuyons pleinement les efforts déployés par le Secrétaire général pour la réforme de la gestion. Sans nul doute, les ressources humaines constituent les ressources les plus précieuses de l'ONU. Les arrangements contractuels et les conditions d'emploi doivent être examinés en même temps que les grandes questions de politique générale telles que la mobilité et la rotation, la répartition géographique, l'organisation des carrières, l'évaluation du comportement professionnel et l'obligation redditionnelle. Ces mesures devraient contribuer à rendre le Secrétariat responsable devant les États Membres. Une gestion financière avisée et prudente est également essentielle pour assurer l'engagement ferme et durable des États Membres à l'égard des activités de l'ONU. À cette fin, le Japon est prêt à contribuer à parvenir à un consensus sur le budget de l'ONU.

Enfin, la réforme de l'ONU ne sera pas achevée sans une réforme substantielle du Conseil de sécurité. Le Japon salue la décision unanime prise par l'Assemblée générale, le dernier jour de sa soixante-deuxième session, d'entamer des négociations intergouvernementales dans le cadre de séances plénières officielles de l'Assemblée générale, avant la fin du mois de février prochain. Le Japon pense toujours que le Conseil de sécurité doit être réformé en augmentant à la fois le nombre de ses membres permanents et non permanents, afin de refléter les réalités du XXI<sup>e</sup> siècle. Nous agirons constructivement et nous participerons aux négociations intergouvernementales à venir pour réaliser la réforme la plus rapidement possible.

Je voudrais terminer en renouvelant le ferme engagement du Japon de créer une Organisation des Nations Unies plus efficace et fonctionnant mieux

**M. Liu Zhenmin** (Chine) (*parle en chinois*) : La délégation chinoise souhaite remercier le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour son rapport (A/63/1) sur l'activité de l'Organisation. Le rapport passe en revue les progrès accomplis par l'ONU dans divers domaines au cours de l'année écoulée et décrit les tâches qui incombent à l'Organisation et les difficultés

présentes et futures auxquelles elle se heurte. Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer ma gratitude au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour la diligence de ses travaux et les résultats remarquables auxquels il est parvenu l'année dernière.

Aujourd'hui, notre monde subit des changements profonds et complexes qui représentent des défis et des possibilités sans précédent. Étant donné les menaces et les difficultés mondiales qui ne cessent d'apparaître, la communauté internationale partage désormais un large consensus sur la nécessité de mettre en place une coopération multilatérale en utilisant l'ONU comme assise pour relever ensemble les défis et promouvoir la paix et le développement pour l'humanité.

À mi-chemin du délai fixé pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), nous notons que la tâche pour y parvenir d'ici à 2015 s'annonce considérable. Les pays africains sont confrontés à des difficultés particulièrement importantes à cet égard. La Chine appelle les pays développés à honorer leur engagement d'allouer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement afin d'aider les pays en développement, en particulier africains, à relever les défis du développement. En juin de cette année, le Groupe de pilotage pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique a présenté ses propositions pour la réalisation des objectifs en Afrique. Nous espérons que les pays renforceront leur coopération avec l'ONU et qu'ils œuvreront de concert en vue de mettre ces propositions en pratique.

Les changements climatiques sont désormais un problème réel qui appelle une réponse conjointe dans le cadre de la coopération internationale. Les négociations sur la mise en œuvre de la Feuille de route de Bali sont à une étape critique actuellement. Nous espérons que la Conférence des États parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, qui doit se tenir à Poznan en décembre, produira des résultats positifs et jettera les bases d'un accord à Copenhague en 2009.

La question humanitaire a trait à la survie du milliard de personnes les plus défavorisées de la planète et est étroitement liée à la paix, à la stabilité et au développement du monde. Nous appuyons un rôle de coordination central pour l'ONU dans la coopération humanitaire internationale, sur la base du respect des souhaits des pays bénéficiaires, de leur autonomie et de leur droit de participation.

L'Organisation des Nations Unies joue un rôle important dans la prévention des conflits, le maintien de la paix et la consolidation de la paix après les conflits. Nous sommes favorables à une réforme raisonnable du Département des affaires politiques en vue d'améliorer ses capacités de médiation et de bons offices et de faire entrer en jeu les avantages uniques de l'ONU dans le domaine de la prévention des conflits. Nous appuyons l'Organisation pour ce qui est de renforcer la planification et la gestion des opérations de maintien de la paix, d'utiliser au mieux les ressources allouées et d'améliorer l'efficacité des opérations de maintien de la paix.

La Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, adoptée en 2006, a constitué un jalon dans nos efforts pour renforcer la coopération antiterroriste internationale. Nous devons nous appuyer sur ce qui a été accompli au cours des deux dernières années et continuer à œuvrer à la mise en œuvre complète et équilibrée, par le système des Nations Unies, des quatre piliers de la Stratégie.

La situation au Moyen-Orient reste le plus grand test pour l'ONU. La seule manière de parvenir à un règlement global, juste et durable de la question du Moyen-Orient consiste à mener des négociations politiques sur la base des résolutions pertinentes de l'ONU et du principe « terre contre paix », afin de régler les différends et d'instaurer une coexistence pacifique entre Israël et tous les États arabes, y compris un État palestinien indépendant. Nous espérons sincèrement que les dirigeants d'Israël et de la Palestine maintiendront la dynamique du dialogue. Nous sommes en faveur d'un rôle accru pour l'ONU sur la question du Moyen-Orient.

La crise au Darfour (Soudan) met à l'épreuve l'unité de la communauté internationale. L'entrée en jeu de la Cour pénale internationale (CPI) a encore compliqué la crise au Darfour et au Soudan. La Ligue des États arabes et l'Union africaine (UA) ont toutes deux exprimé leur inquiétude au sujet de l'inculpation du dirigeant soudanais par la CPI. Nous estimons que les parties concernées devraient respecter et prendre en compte les vues des pays arabes et africains.

La Chine apprécie et salue le fait que les parties concernées au Zimbabwe aient résolu leurs différends électoraux par le dialogue et la négociation et soient parvenus à s'accorder sur la formation d'un gouvernement d'unité nationale. La Communauté de développement de l'Afrique australe et l'UA, en

collaboration avec l'ancien Président Mbeki de l'Afrique du Sud comme médiateur, ont joué un rôle moteur et constructif dans la promotion d'un règlement politique de la question zimbabwéenne. La Chine salue et appuie ce rôle. Une fois encore, les faits ont montré que la médiation joue un rôle de plus en plus important, dans le monde d'aujourd'hui, comme moyen efficace de règlement pacifique des différends.

Actuellement, à la fois des perspectives et des difficultés se présentent dans le domaine de la sécurité stratégique internationale. L'ONU devrait se maintenir aux avant-postes en revitalisant le programme multilatéral de désarmement et de maîtrise des armements. Les pays devraient travailler de concert à renforcer encore le régime international de non-prolifération, en particulier pour préserver l'autorité, le caractère effectif et l'universalité du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Nous sommes opposés à toute forme de prolifération des armes nucléaires. Il incombe aux pays d'honorer leurs obligations internationales en matière de non-prolifération et, sur cette base, leur droit à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire devrait être respecté et sauvegardé.

La réforme de l'Organisation des Nations Unies a produit de nombreux résultats positifs depuis 2005. Dans la prochaine phase, elle devrait se concentrer sur la question du développement afin que les pays en développement en tirent profit.

La Chine est favorable à la réforme du Conseil de sécurité. Nous estimons que la priorité devrait être accordée à une représentation accrue des pays en développement, en particulier africains. La Chine souhaite que le Groupe de travail à composition non limitée sur la réforme du Conseil de sécurité continue de jouer un rôle important. Nous espérons qu'un accord général sera trouvé entre les États Membres sur les questions pertinentes.

Nous approuvons, de manière générale, le travail accompli par le Conseil des droits de l'homme depuis sa création. Nous encourageons le Conseil à mener ses travaux de manière équitable, objective et non sélective, sur la base du respect mutuel, afin de promouvoir un dialogue international constructif ainsi que la coopération dans le domaine des droits de l'homme.

Nous appuyons la réforme du Secrétariat en vue d'en améliorer l'efficacité, d'économiser des

ressources et de renforcer sa capacité à rendre des comptes.

Le multilatéralisme et la coopération multilatérale à travers l'ONU constituent le seul moyen de maintenir et de promouvoir la paix et le développement à l'échelle mondiale. Nous sommes disposés à travailler avec les autres pays pour bâtir une ONU forte et un monde harmonieux où règnent une paix durable et une prospérité commune.

**M. Voto-Bernales (Pérou) (*parle en espagnol*) :**

Dans les circonstances actuelles, il est plus approprié que jamais de nous demander une fois encore quelle influence a la mondialisation sur nos pays. De manière générale, nous considérons que la société mondiale de notre temps montre que la croissance économique a permis d'intégrer plus de pays, par le biais du commerce, des investissements et des migrations. Nous nous sommes rapprochés les uns des autres grâce aux technologies de la communication, qui ont accru l'efficacité, transformé les économies et mis un vaste horizon de connaissances à la portée de millions de personnes. Les droits démocratiques et de l'homme sont aussi plus largement diffusés à présent.

Il y a toutefois des signes inquiétants de fragmentation, par ailleurs, alors que les réalités de la pauvreté et des inégalités sociales se font plus évidentes. Les débordements de conflits au-delà des frontières se font plus fréquents dans certaines régions. Les menaces mondiales comme le terrorisme et le trafic de drogue, avec la criminalité qui y est associée, sont montées en puissance. Le niveau d'alerte est plus élevé en ce qui concerne la dégradation de l'environnement et le réchauffement planétaire. Nous constatons une expansion rapide de crises comme celles liées à l'alimentation et à l'énergie, qui génèrent des risques d'instabilité à l'intérieur des États ainsi qu'au plan de la gouvernance et de la sécurité internationales. Tout cela donne lieu à une situation internationale évolutive et complexe qui fait ressortir le concept d'interdépendance et appelle des efforts et des responsabilités partagés et proportionnels de la part des États, afin de réfléchir à ces questions importantes au niveau multilatéral dans le cadre du système des Nations Unies et des organisations régionales. Devant cette situation, le Pérou réaffirme sa conviction qu'un multilatéralisme renouvelé et consolidé constitue le mécanisme le plus efficace pour assurer une gouvernance mondiale reposant sur la primauté du droit, le respect des droits de l'homme et les valeurs de la paix et de la justice internationales.

Comme le souligne le rapport du Secrétaire général (A/63/1), il nous appartient aujourd'hui de poursuivre avec détermination et responsabilité le processus de réforme, afin de renforcer l'ONU, de rendre plus efficaces ses actions en direction des plus pauvres et des plus vulnérables et de mieux coordonner l'utilisation des biens communs de l'humanité. L'objectif immédiat est de maintenir nos efforts pour stabiliser la situation politique mondiale et générer une forte alliance internationale en faveur du développement et de la justice sociale. Les États Membres doivent continuer d'œuvrer de façon multilatérale à la réforme de l'ONU, avec des attentes réalistes et dans un esprit de conciliation. Il faut agir avec détermination, sans perdre de vue que l'objectif recherché est d'aboutir dans des délais raisonnables à des résultats et des mandats concrets, afin de renforcer l'efficacité et la crédibilité du multilatéralisme et de l'ONU.

Les processus de réforme de notre organisation, dont ceux concernant le Conseil de sécurité, la cohérence du système et la réforme du Secrétariat, continuent de requérir des négociations soutenues et délicates. La mise en œuvre des décisions qui figurent dans le document final du Sommet mondial de 2005 exige de notre part davantage d'imagination et d'esprit de compromis.

Le Pérou est confronté actuellement à un immense défi, celui de la lutte contre la pauvreté et l'inégalité. Nous encourageons la croissance économique via l'ouverture de nouveaux marchés et l'appui aux investissements et à la création d'emplois, et, parallèlement, nous appliquons – avec des résultats positifs – des programmes globaux d'insertion et d'aide sociale, et des mesures visant à améliorer les conditions et les capacités de production, à promouvoir la décentralisation et à élargir l'accès aux soins et à l'éducation.

Selon nous, le soutien coordonné du système des Nations Unies et du système international doit servir de complément et de catalyseur à l'action nationale en faveur du développement, et notamment des objectifs du Millénaire pour le développement. Le Pérou compte atteindre ces objectifs avant 2015.

Il est nécessaire, comme convenu lors du Sommet du Millénaire, d'encourager une alliance mondiale pour le développement. À cette fin, nous avons décidé d'établir un système commercial et financier encore plus ouvert, solidement fondé sur des normes,

prévisible et non discriminatoire. En partageant les bénéfices de la mondialisation et en atténuant les effets de la crise, nos pays pourront faire en sorte que leur population recueille les bénéfices de la stabilité et de la croissance avec une amélioration concrète de leurs conditions de vie. Cela leur donnera un sentiment d'appartenance aux institutions publiques et contribuera à faire d'eux des citoyens à part entière et à renforcer le système démocratique. Dans cet esprit, le Pérou participera à la préparation de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey.

Par ailleurs, le Pérou considère que les migrations sont un outil de développement, aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil et au sein même des communautés de migrants, et est d'avis que le partage des responsabilités est un principe fondamental dans ce domaine. Nous devons réinstaurer le rôle central des migrations comme sources de diversité et de construction d'espaces multiculturels, tolérants et respectueux des droits des migrants, et donc moteurs d'une amélioration du bien-être et du progrès.

Notre développement et notre stabilité se heurtent à l'immense défi que représente le réchauffement de la planète, dû aux émissions de gaz à effet de serre émanant principalement des pays industrialisés, qui conservent des habitudes et des modèles de production qui ne sont ni durables ni reproductibles. Il faut reconnaître clairement et sans ambiguïté que le changement climatique est synonyme de détérioration des conditions de vie de l'humanité. C'est pourquoi nous devons intensifier nos actions pour promouvoir un développement écologiquement durable, avec des responsabilités partagées, mais différenciées.

Les thèmes transversaux sur lesquels le Pérou se concentre sont l'eau, l'agriculture, la production et le commerce de denrées alimentaires, l'exploitation adéquate de la terre et des ressources naturelles et l'accès aux énergies propres. Le Pérou réaffirme sa conviction qu'il est nécessaire d'avancer sur la base de la feuille de route et du plan d'action de Bali, en vue de parvenir l'année prochaine à Copenhague à un accord complet sur la réduction des émissions de gaz polluants.

En raison des dégâts croissants occasionnés par les catastrophes naturelles, la demande d'assistance humanitaire a augmenté et les capacités de l'ONU sont

constamment mises à rude épreuve. Le Pérou, pays exposé à ce type de catastrophe, apprécie le soutien reçu et demande instamment que les mécanismes du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires continuent d'être renforcés.

Pour que notre organisation puisse œuvrer plus efficacement au maintien de la paix et de la sécurité, elle doit encore augmenter ses capacités de prévention et de résolution des conflits. Dans ce but, elle doit approfondir, comme elle l'a fait jusqu'ici, ses alliances stratégiques avec des organisations et accords régionaux tels que l'Union européenne, l'Union africaine, l'OTAN, la Communauté d'États indépendants, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, l'Organisation des États américains et la Ligue des États arabes, entre autres.

Le rapport que nous examinons aujourd'hui nous rappelle que les conflits continuent à faire l'objet d'une attention prioritaire de la part de notre organisation, et qu'ils exigent la mise en place et le déploiement opportun d'opérations de maintien de la paix multidimensionnelles, avec un mandat renforcé ou intégré. Malgré des difficultés et des obstacles dont nous sommes conscients, les opérations de maintien de la paix et d'assistance humanitaire de l'ONU constituent deux outils effectifs et concrets pour stabiliser une situation et protéger les civils.

Dans ce processus d'adaptation à de nouveaux scénarios, nous devons tenir compte de l'augmentation des conflits opposant une armée à des forces irrégulières. Ces conflits exposent fortement les populations civiles, victimes d'atteintes à leurs droits fondamentaux et au droit à la protection établi par le droit international humanitaire. Il est nécessaire que l'ONU reste vigilante afin de sanctionner les violations du droit international humanitaire, de prévenir l'impunité et de soutenir le respect du droit international. L'Organisation doit se tenir prête à agir conformément à la Charte lorsqu'un État est incapable d'assumer la responsabilité qui lui incombe au premier chef de protéger sa propre population. De même, il convient de rappeler que les États doivent contribuer à maintenir la stabilité sur leur territoire et dans leur région, dans le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les autres États.

Le Secrétaire général nous rend compte des activités de la Commission de consolidation de la paix ainsi que du Bureau et du Fonds créés pour

accompagner les processus d'après-conflit, dont les travaux devraient tendre à renforcer la coordination nationale et internationale en matière de reconstruction.

Notre Organisation a un rôle important à jouer pour ce qui est de promouvoir la coopération dans la lutte contre le terrorisme. Bien que nous ayons progressé dans l'examen de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'ONU, les États Membres doivent poursuivre et accentuer leurs efforts pour aboutir le plus rapidement possible à une convention contre le terrorisme.

Le Pérou propose de donner une nouvelle impulsion aux instances et aux mécanismes spécialisés afin de continuer sans relâche à renforcer l'action commune contre le trafic illicite de stupéfiants. Le nouveau concept de responsabilité partagée face au trafic international de drogue exige une action énergique et des alliances stratégiques, sur la base d'un dialogue politique équilibré; nous espérons que l'action commune, ainsi qu'une coopération internationale solidaire, répondront à l'urgence et à l'ampleur du problème.

L'ONU doit rester l'instance au sein de laquelle nous devons trouver les moyens de faire face aux importantes menaces qui se profilent dans le domaine du désarmement, de la non-prolifération et de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. En outre, nous devons résoudre le problème des armes légères et de petit calibre et continuer à renforcer l'ONU pour approfondir notre coopération et établir des normes contraignantes.

Pour terminer, il me semble nécessaire de rappeler que le système international dépasse les relations interétatiques et englobe les organisations non gouvernementales, les entreprises internationales et locales, les syndicats et les autres acteurs de la société civile. L'ONU gagnera à laisser la porte ouverte à ces acteurs dans ses activités et dans la formulation de propositions incluant toutes les parties prenantes concernées, sur des thèmes essentiels tels que le développement, l'égalité, la sécurité et la paix dans le monde.

**M. Dapkiunas** (Biélorus) (*parle en russe*) : La délégation du Biélorus partage l'opinion du Secrétaire général sur l'ampleur et la gravité des problèmes internationaux contemporains et conclut, comme lui, que les défis mondiaux ne peuvent être réglés par un seul État ou un seul groupe d'États. Nous souscrivons

entièrement à l'idée que les stratégies visant à surmonter les problèmes internationaux devraient être élaborées au plan mondial.

Selon nous, l'humanité tente de faire face à tout un ensemble complexe de crises individuelles qui ne peuvent être réglées en se contentant d'accroître les ressources ou d'améliorer les mécanismes d'organisation. Les changements climatiques, les crises de l'énergie et de l'alimentation font tous partie intégrante d'un même problème mondial multidimensionnel. C'est pourquoi, c'est dans le cadre de l'ONU, seule organisation universelle ayant un mandat général, que doit s'organiser une réponse coordonnée et pluridimensionnelle à ces crises.

Sur la base des propositions du Secrétaire général, nous estimons que les priorités de l'ONU sont de répondre aux besoins des plus déshérités, de régler les problèmes mondiaux et de renforcer l'Organisation.

Nous pensons que l'ONU devrait accorder une attention particulière aux besoins spécifiques de l'Afrique. La manière dont nous abordons les problèmes de ce continent permet de mesurer la capacité de l'humanité de garantir son avenir. Après tout, l'Afrique a toujours déterminé, détermine et continuera de déterminer la voie de notre développement. L'Afrique est le berceau de l'humanité. Et c'est en Afrique qu'ont pris fin 1 000 ans d'ordre colonial sur le monde. Aujourd'hui, le continent africain est aux prises avec des problèmes de nature mondiale et parvenir à les régler donnerait un élan colossal au progrès de toute l'humanité. À l'inverse, tout échec mettrait l'humanité sur la voie de la régression.

Comme le Secrétaire général, nous sommes préoccupés par le fait que les femmes restent le groupe social le plus vulnérable. La violence à l'égard des femmes demeure largement répandue et constitue toujours un sérieux obstacle à la réalisation des objectifs de développement mondiaux. Le Bélarus appuie la campagne lancée par le Secrétaire général en vue de mettre fin à la violence contre les femmes, de mobiliser l'opinion publique, de susciter la volonté politique nécessaire et de consacrer davantage de ressources à l'amélioration de la condition de la femme.

Représentant un pays qui a récemment lutté contre la traite des êtres humains, dont les principales victimes sont des femmes, nous proposons que le Secrétaire général, conformément à ses nobles

intentions, appuie par des mesures pratiques sa proposition d'élaborer un programme d'action des Nations Unies pour lutter contre la traite des êtres humains. Nous estimons qu'un tel programme pourrait devenir un jalon essentiel dans notre lutte contre le déni des droits des femmes. Les préparatifs nécessaires pour commencer à élaborer un tel programme ont déjà été mis en place au sein de l'ONU.

Le Bélarus appuie l'appel lancé pour que la communauté internationale intensifie ses efforts afin d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier pour garantir l'accès à l'eau potable. Le Secrétaire général fait en effet observer qu'environ 1 milliard de personnes dans le monde n'y a toujours pas accès. Nous devrions réfléchir sérieusement à la possibilité de faire du développement d'une technologie accessible de désalinisation de l'eau de mer une tâche scientifique mondiale pour les prochaines décennies. L'ONU pourrait utilement contribuer à mettre en place un dispositif permettant à l'humanité tout entière, et pas seulement aux pays qui la possèdent, d'utiliser une telle technologie.

Nous devons également signaler une omission importante dans le rapport. Ce dernier ne fait en effet aucune référence à la crise énergétique mondiale, ce qui, de notre point de vue, envoie un mauvais message à la communauté internationale. Nous demandons aux délégations des États Membres et au Secrétaire général d'accorder toute l'attention requise à l'établissement au sein de l'ONU d'un programme pluridimensionnel sur la question de l'énergie. Ce programme devrait prendre en compte les intérêts des producteurs, des pays de transit et des consommateurs. Il devrait encourager la coopération internationale pour diffuser les technologies permettant de produire une énergie efficace et peu coûteuse et trouver des sources d'énergie nouvelles et renouvelables.

Pour relever ce défi immense et sans précédent qui se pose à nous, nous avons besoin d'une organisation plus forte, plus efficace et plus moderne. Les méthodes de travail de l'ONU devraient être adaptées à la nature et à la portée mondiales des problèmes internationaux. À cet égard, la délégation du Bélarus appuie l'initiative du Président de l'Assemblée générale de consacrer la présente session au problème de la démocratisation de l'ONU. Nous avons l'intention de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre de cette initiative. À notre avis, le processus de

démocratisation devrait commencer avec le Secrétariat de l'ONU.

Le Secrétariat devrait montrer l'exemple aux États Membres en créant un climat de confiance, en présentant des évaluations de la situation internationale dénuées de tout préjugé politique, et en adoptant, même dans les circonstances difficiles, une démarche à la fois indépendante et professionnelle. À cet égard, toutes les propositions de réforme du Secrétariat faites par le Secrétaire général devraient respecter les critères suivants.

La confiance entre le Secrétariat et l'ensemble des États Membres devrait être renforcée et le Secrétariat devrait être plus impartial sur le plan politique. Parce qu'il s'agit d'une mesure concrète qui pourrait véritablement améliorer le caractère démocratique du Secrétariat, la délégation du Bélarus propose qu'on applique sa proposition de respecter strictement le principe de la représentation géographique équitable lors des nominations des personnes chargées des divers départements du Secrétariat. Nous estimons que, quel que soit le département, les cinq plus hauts postes hiérarchiques devraient être répartis entre les cinq groupes régionaux.

La proposition du Secrétaire général d'instituer un nouveau contrat de responsabilisation au sein du Secrétariat devrait être examinée par la Cinquième Commission. Les États Membres devraient procéder à une étude détaillée de cette proposition et éventuellement proposer plusieurs amendements.

En conclusion, nous voudrions nous féliciter des efforts déployés par les États Membres et par le Secrétaire général pour moderniser les travaux de l'Assemblée générale et en améliorer l'efficacité. Nous estimons que la proposition de renforcer la pratique des débats thématiques et interactifs sur des problèmes d'actualité va dans le bon sens. Une telle pratique permettrait de renforcer l'importance de l'Assemblée dans la vie de la communauté internationale.

Nous voudrions saisir cette occasion pour appeler l'attention du Secrétariat sur la nécessité d'accorder plus d'intérêt aux propositions faites par les délégations au cours des débats. Ces précieuses suggestions ne devraient pas être négligées; elles devraient au contraire être dûment étudiées et mises en œuvre. Nous estimons également que les efforts déployés par l'Assemblée générale pour revitaliser ses travaux sont un moyen important d'accroître l'efficacité de cet organe.

Les résultats de la présente session sont encourageants. Nous avons réussi à dresser l'inventaire des décisions prises par l'Assemblée générale par le passé et nous savons désormais ce à quoi le Secrétariat et les États Membres doivent travailler de concert pour que le rôle de l'Assemblée générale soit à la hauteur de la noble tâche que lui a confiée la Charte.

**M. Sen (Inde)** (*parle en anglais*) : Le rapport du Secrétaire général (A/63/1) est très digne dans son langage et très civique dans ses intentions et à l'évidence, nous partageons et nous appuyons l'idée que nous devrions obtenir des résultats, renforcer l'Organisation, sauvegarder les biens de l'humanité, et savoir saisir les occasions qui se présentent à nous. C'est ce qu'il dit, mais, en fait, il nous semble qu'à trop vouloir saisir les occasions, nous sommes précisément en train de les manquer.

Churchill disait qu'un pessimiste est celui qui voit la difficulté dans chaque opportunité, alors qu'un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté. Dans le cas présent, nous sommes plus proches du premier que du second. Ce rapport n'a aucun sens. En tant que résumé de ce qui a été fait, il est très bien. Il est même excellent et très utile.

Mais en tant que vision pour l'avenir, il ne traduit en aucune manière la gravité de la crise dans laquelle le monde vient d'entrer. Il ne donne nullement l'impression que nous sommes au milieu, ou du moins que nous approchons, de la plus grave crise depuis la grande dépression. Il ne laisse aucunement paraître la colère de l'opinion publique devant le fossé qui sépare les lois démocratiques, d'une part, et les réalités bureaucratiques et la pagaille semée dans le monde par les bureaucrates, de l'autre.

Pour résumer, dans ce sens fondamental, le rapport est inapproprié, voire hors sujet. David Harvey, universitaire respecté et directeur du Graduate Center de la City University of New York, avait dès 2005 décrit le système financier comme un système qui était devenu, du fait de la déréglementation, un centre de redistribution partant des pauvres en faveur des riches par le biais de la spéculation boursière, de la servitude pour dettes et de la fraude. Nous avons assisté à la destruction d'actifs par le biais de l'inflation, et au dépouillement d'actifs par le biais des regroupements d'entreprises; nous avons vu un niveau d'endettement qui a plongé toutes les populations, y compris dans les pays développés, dans la servitude pour dettes. Telle est, dit-il, la nature du système financier.



C'est la référence la plus précise que j'aie en mémoire, il s'agit pour moi d'une description précise du système financier. Les résultats sont visibles pour tous. Mais le rapport du Secrétaire général ne suggère à aucun moment l'apparition de cette situation, qui était pourtant parfaitement évidente, déjà en août, et même avant. Nous entrons dans cette crise profonde, mais rien ne le laisse suggérer.

Nous sommes dans une situation où le monde de Wall Street a certainement pris fin. Le monde n'a pas pris fin, mais leur monde a pris fin. À Wall Street, les maîtres de l'univers ont mordu la poussière, et ils s'aperçoivent que la même guerre est à leur porte, et la même poussière est dans leur bouche que pour le reste d'entre nous. En fin de compte, ce que nous avons vu, c'est qu'un marché libre, comme l'amour libre, est voué à une fin malheureuse. Dans le roman de Flaubert, *Madame Bovary*, M<sup>me</sup> Bovary aurait pu continué allègrement à commettre l'adultère, excepté qu'elle avait trop dépensé. C'est donc véritablement la contraction du crédit qui mène à la ruine. La Bible dit que « tous ceux qui brandissent le glaive périront par le glaive », et ceux qui brandissent les services bancaires d'investissement périront par les services bancaires d'investissement.

Les services bancaires d'investissement et le marché financier étaient censés garantir des liquidités mondiales et une assurance totale contre les risques. En fait, ils ont révélé le caractère pernicieux de la réalisation contraire, à savoir, la destruction totale des liquidités mondiales et l'augmentation du risque jusqu'au niveau des effusions de sang et des faillites. C'est ce qui est réellement apparu. Les effets sur le monde en développement seront également profonds. Des projets ont déjà été interrompus en raison d'un manque de fonds propres.

Le crédit se contractera de plus en plus car, selon certaines estimations, Wall Street a créé des titres garantis par des hypothèques à hauteur de 6 trillions de dollars. Nous ne voyons que la partie visible de l'iceberg. C'est sans aucun doute la crainte de la partie cachée de l'iceberg qui provoque une crise et des turbulences continues. De plus, la chute marquée des exportations et la baisse des prix des matières premières vont frapper le monde en développement.

On peut dire que le problème nous touche tous; il touche les pauvres des deux types de pays. C'est vrai. Soit dit en passant, on a demandé au monde en développement de libéraliser véritablement les marchés

de capitaux. C'était la lumière qui était censée nous guider, l'image qui devait nous remodeler. Bien nous en a pris de ne pas nous y plier, car si nous l'avions fait, la crise mondiale actuelle aurait été une catastrophe mondiale. Les pays développés verront la lumière au bout du tunnel; mais les pays en développement savent que la lumière est en réalité celle d'un train qui approche. Nous sommes donc arrivés à un point où il ne s'agit absolument plus d'une question Nord-Sud; c'est un problème qui touche aussi bien les pauvres du Nord que du Sud, sans distinction. Ce n'est que de cette manière, par le biais de la solidarité entre ceux qui souffrent, que nous pourrions surmonter cette crise.

Je suppose que c'est ce que le Président de l'Assemblée générale, le père d'Escoto Brockmann, entend par fraternité, où l'économie laisse la place à l'œcuménisme. La crise est profonde car elle touche l'économie réelle en cercles toujours plus larges, comme une pierre jetée dans un étang. Le résultat est que la crise se décline en cercles concentriques de plus en plus larges. C'est ce qu'avait prédit John Ruskin, il y a des années, lorsqu'il a parlé de « tant de mains si vigoureuses engourdies par l'ombre de la nuit : tant d'hommes au courage brisé, tant d'opérations productives entravées ».

Ce ne sont pas les riches, qu'ils viennent du Nord ou du Sud, qui sont fondamentalement touchés. Eux ont gagné de l'argent. Phillip Auger, qui a travaillé dans une banque d'affaires pendant 15 ou 20 ans, a relaté ce qu'il a vécu de l'intérieur dans *The Greed Merchants*, ouvrage dans lequel il décrit les jeunes employés cupides du secteur financier qui soustrait 180 milliards de dollars de l'économie réelle pendant les dernières années, mais montre que cette richesse était en réalité un or illusoire. Elle s'est évanouie à la lumière du jour et tout cet or, je cite une nouvelle fois Ruskin, était simplement « le signe doré d'une ruine à grande échelle; une poignée de pièces glanée par un pilleur d'épaves sur la plage où il était parvenu par le leurre à attirer un galion ».

Le problème de ce rapport est qu'il ne donne aucune indication de tout cela et, surtout, aucune indication de ce que l'ONU peut faire sur le plan de son universalité, et de son rôle de rassemblement, pour réellement commencer à reconstruire la gouvernance économique et politique du monde. En fin de compte, nous nous apercevons que, durant toutes ces crises, le Fonds monétaire international (FMI) n'a été d'aucun secours. Il a été complètement inutile. Cette

inadéquation ne peut être corrigée que si l'on aborde les questions fondamentales du veto, de la transparence, des procédures de nomination et, surtout, des quotas. Même l'orientation que le FMI a proposée est totalement inappropriée pour la simple raison que, du fait de la profondeur et de l'ampleur de la crise, les variables créancier-débiteur ne sont pas suffisantes pour réformer réellement le FMI. Il nous est demandé d'incarner le principe démocratique d'« une personne, un vote; une nation, un vote », qui, actuellement, n'a aucun poids au sein du FMI.

Par conséquent, si une réforme fondamentale des quotas comme celle-ci n'est pas menée, les pays en développement ne pourront pas être engagés de manière à mobiliser leur énergie et leur dynamisme, qui sont si cruciaux, pour créer et remodeler le système financier international. L'ONU doit entreprendre un audit social des institutions de Bretton Woods et commencer à définir les paramètres de cette réforme.

Non seulement, le rapport ne mentionne rien de tout cela mais, pire encore, si l'on examine les tableaux statistiques en annexe, il occulte en fait la crise. Il laisse en réalité prévoir la continuité des pratiques habituelles, car les tableaux statistiques indiquent qu'aucune donnée n'est disponible pour la population vivant avec moins de 1 dollar par jour.

Aujourd'hui, la mesure la plus appropriée, selon la Banque mondiale, est de 1,25 dollars par jour. Nous nous sommes écartés du seuil de 1 dollar par jour, et ces données sont disponibles. Le mois où le rapport a été publié, deux économistes du Groupe de recherche de la Banque mondiale sur le développement, Martin Ravallion et Shaohua Chen, ont analysé toutes les enquêtes réalisées auprès des ménages, les données de recensement et les comptes nationaux. Ils ont analysé les données nationales et internationales concernant la fixation des prix et ils en ont conclu qu'au cours des 25 dernières années, nous avons réduit le nombre de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour de 1,9 milliard à 1,4 milliard. C'est une baisse relative importante, mais, dans le même temps, le nombre absolu de personnes vivant avec moins de 1,25 dollar par jour reste considérable : 1,4 milliard. Ces chiffres sont disponibles.

De même, dans les tableaux statistiques, les chiffres relatifs à la part du produit national brut du quintile le plus bas de la population ne sont indiqués que pour 2005. En d'autres termes, il est impossible de faire des comparaisons. Les chiffres des années

précédentes sont disponibles, mais s'il avait été procédé à une comparaison, nous aurions constaté que la part du quintile le plus bas a connu une baisse marquée au cours des ans. Et donc, en fait, les tableaux statistiques embrouillent et dissimulent; ils ne révèlent rien et n'aident en rien. Le rapport n'a aucune pertinence statistique et n'en a d'ailleurs aucune autre.

Un fait à relever également, c'est que, si le rapport mentionne les biens collectifs, la santé publique et les changements climatiques, il passe entièrement sous silence une question toute simple :devrions-nous mettre en place une commission d'experts chargée d'examiner le régime des droits de propriété intellectuelle, celui-ci étant complètement faussé? Après tout, le savoir est un bien public, mais le régime des droits de propriété intellectuelle dont nous disposons ne garantit pas le maintien d'un équilibre entre les utilisateurs et les producteurs du savoir. Si nous n'assurons pas cet équilibre, nous ne disposerons pas de médicaments meilleur marché qui nous permettront de nous attaquer aux épidémies du monde, ni de technologies d'atténuation et d'adaptation abordables qui nous permettront de remédier aux changements climatiques.

C'est donc là une lacune énorme dans le rapport même. Si nous regardons le régime des droits de propriété intellectuelle, il est clair que les États-Unis devraient être un modèle pour les pays en développement. L'article 1498 du titre 28 du United States Code indique clairement que le Gouvernement peut utiliser des brevets pour cause d'utilité publique et peut même autoriser des pays tiers à le faire, même sans négociations. C'est vraiment là un modèle de ce que nous devrions chercher à réaliser.

Le rapport passe également sous silence ce que l'ONU pourrait faire pour relancer le Cycle de négociations de Doha pour le développement, actuellement dans une impasse totale, sur des questions qu'il faut examiner, même d'un point de vue keynésien, pour générer la demande mondiale qui nous sortira de cette crise. Même sur les questions telles que le coton, les produits sensibles et les mécanismes de garantie spéciaux, aucun progrès n'a été réalisé. Bref, nous avons ici une organisation – l'Organisation mondiale du commerce – qui, comme les institutions de Bretton Woods, est rapidement en passe de perdre de sa pertinence et est complètement indifférente aux préoccupations de la majeure partie de ses membres. Si les pays développés continuent à accorder des subventions et que cela se traduit par une augmentation

des importations de produits subventionnés, il faudra certainement mettre en place des mécanismes de garantie spéciaux. Ou devrions-nous continuer comme à l'accoutumée : protéger tout simplement les intérêts commerciaux et négliger de protéger les moyens de subsistance de millions de familles marginales?

Et donc, sur le plan économique, je ne vois pas grand-chose dans ce rapport qui constitue une vision – rien qui montre que nous avons vraiment pris conscience de la crise qui nous engouffre et que nous essayons d'user de l'universalité de l'Organisation et de son pouvoir rassembleur pour y remédier.

Le rapport évoque longuement les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), et c'est une bonne chose. C'est un résumé utile; les OMD sont importants. Mais en même temps, rien n'est dit sur la façon dont nous allons les réaliser sans restructurer le commerce international et le régime des droits de propriété intellectuelle. C'est peut-être la raison pour laquelle l'accent est mis uniquement sur le paludisme, les moustiquaires et la pulvérisation. Évidemment, si nous ne changeons pas le régime des droits de propriété intellectuelle, nous ne pourrons pas éradiquer le paludisme; nous ne pourrons que continuer indéfiniment à distribuer des moustiquaires et à pulvériser jusqu'à plus soif.

Le problème est donc le suivant : si nous ne nous attachons pas vraiment à examiner les questions clés, y compris le régime des droits de propriété intellectuelle et le commerce international, et si nous n'optons pas pour une politique industrielle de subventions nationales dans les pays en développement et de tarifs protectionnistes pour protéger nos industries afin de parvenir au développement économique, nous n'aurons d'autres choix que de continuer à distribuer des moustiquaires. Et nous ne parviendrons donc pas au développement économique mais seulement à un colonialisme social.

Si nous examinons les choses en détail, que fait le rapport? Nous sommes même en train de redistribuer les cibles : la cible 1.B passe de l'OMD 8 à l'OMD 1. En d'autres termes, nous sommes en train de saper la légitimité du cadre des OMD; nous affaiblissons le partenariat mondial; nous sapons la mesure du progrès. C'est pourquoi – et cela est très important – nous demandons que le Secrétaire général revienne aux objectifs précédents, notamment pour ce qui est de la Cible 1.B. En fait, nous devrions examiner des

indicateurs plus efficaces pour évaluer et suivre la réalisation de l'OMD 8.

Ce sont là quelques-unes des réflexions dont je voulais faire part aux Membres. Toutefois, avant de conclure, je voudrais aborder très brièvement quelques autres questions.

Le rapport mentionne la responsabilité de protéger, ce qui est important en matière de droits de l'homme, mais ne dit absolument rien sur la réforme générale du Conseil de sécurité. Dans sa forme actuelle, le Conseil a une base politique trop étroite pour jouir de l'impartialité nécessaire à l'application effective de quelque responsabilité de protéger que ce soit. Encore une fois, si nous nous penchons sur les tableaux statistiques, nous constatons que la part de l'aide publique au développement (APD) que reçoivent les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement est en baisse, y compris en termes absolus. Pourtant, rien n'est dit sur le fait que ces États devraient avoir accès au Conseil de sécurité, dont les méthodes de travail et la composition devraient faire l'objet d'une refonte totale. Il existe un problème en matière de paix et de sécurité – même le rapport ne peut pas totalement le passer sous silence – et pourtant, absolument rien n'est dit quant à la nécessité de réformer totalement le Conseil. Bref, le rapport n'a rien à dire sur la refonte institutionnelle, ni sur la réforme de la gouvernance politique et économique internationale, sans laquelle nous ne pouvons même pas espérer traiter de cette crise, et encore moins en sortir.

Regardons donc certaines des autres questions. C'est une bonne chose que le rapport mentionne la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies, mais il ne dit rien de la nécessité de compléter la clef de voûte de cette arche : la convention générale sur le terrorisme international. Cela est nécessaire, surtout lorsque nous considérons que nous avons été si près – pour ce qui est de notre application du droit international humanitaire – de parvenir à un accord sur l'article 20, qui était auparavant l'article 18.

De même, pour ce qui est de la cohérence à l'échelle du système, le rapport ne dit mot du fait que l'ONU doit contrôler et utiliser les flux de contributions volontaires et les soumettre à la discipline budgétaire de l'Organisation – la discipline de la Cinquième Commission. On peut se féliciter, dans une certaine mesure, de la réforme du

Département des opérations de maintien de la paix qui a été divisé en deux, donnant naissance au Département de l'appui aux missions. Mais on ne sait pas encore si cela a été très efficace. Nous savons tous que, au sein du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB), les représentants venus du terrain n'ont pas pu démontrer que l'efficacité s'était accrue ou qu'il existait une unité de commandement. En fait, des ressources supplémentaires ont été demandées pour rétablir l'unité de commandement après la division. En d'autres termes, nous divisons afin de demander plus de ressources en vue d'unifier. Ce n'est pas une réforme, mais une façon de passer outre à l'impératif de croissance budgétaire nulle et d'obtenir des ressources par n'importe quel moyen.

Nous sommes tous en faveur de la diplomatie préventive : évidemment, une once de prévention vaut mieux qu'une tonne de remèdes. Mais en même temps, nous devons nous poser la question de savoir si nous n'allons pas créer de nouvelles structures bureaucratiques et des capacités qui feront double emploi.

Enfin, à propos du CCQAB, puisque je l'ai mentionné, passons maintenant au dispositif de responsabilité. Le CCQAB, si je me souviens bien, a dit qu'en ce qui concerne le dispositif de responsabilité, la responsabilisation interne, la gestion des ressources d'entreprises et la gestion axée sur les résultats, le rapport ne précise pas clairement comment atteindre les objectifs définis et ne fournit aucun critère cohérent. Donc, au bout du compte, nous ne disposons que d'un aphorisme selon lequel les États Membres sont responsables devant l'Organisation. Soit cela signifie que l'Organisation correspond aux États Membres et donc ils sont responsables dans ce sens, dans ce cas, cette affirmation, cet aphorisme, est redondant, c'est une tautologie, soit cela signifie que nous sommes responsables devant le Secrétariat, ce qui est véritablement le monde à l'envers et complètement inacceptable.

Je ne vais pas abuser du temps qui m'est imparti. Je viens de me rendre compte que j'ai parlé 10 ou 15 minutes, ou plus, mais avant de terminer, je voudrais conclure en disant que le désarmement et la non-prolifération sont des questions très importantes, sur lesquelles nous aurions aimé plus de détails et une idée plus précise de ce que nous devons faire, car ces questions sont assurément liées aux problèmes

fondamentaux de la paix et de la sécurité dans le monde.

Ici encore, le désarmement est particulièrement crucial pour nous parce que c'est le vingtième anniversaire du Plan d'action Rajiv Gandhi, plan qu'il avait présenté à la troisième session extraordinaire sur le désarmement et qui est en grande partie toujours valable aujourd'hui. C'est pourquoi notre Premier Ministre, lors du débat général à la présente session, a lancé un appel pour l'adoption d'une convention relative aux armes nucléaires qui serait universelle et non-discriminatoire et qui interdirait en fixant une date butoir le développement, la production, le stockage et l'utilisation des armes nucléaires.

Nous attendons avec intérêt vos suggestions sur la façon d'aller de l'avant dans cette direction. Par conséquent, je voudrais suggérer que ce rapport nous serve simplement de résumé d'un certain nombre de choses qui se sont produites; mais, dans cette salle, nous devons créer nous-mêmes des instruments concrets pour répondre à cette véritable crise mondiale en reconstruisant la gouvernance économique et politique internationale dans le monde, dans un sens institutionnel, ce que seule l'ONU, grâce à son universalité et son pouvoir de rassemblement, est capable de faire.

**M. Abdelaziz (Égypte) (*parle en arabe*) :** Pour commencer, je voudrais remercier très sincèrement le Secrétaire général Ban Ki-moon de son excellent rapport sur l'activité de l'Organisation (A/63/1). Le rapport est le reflet d'une vision claire concernant les questions internationales contemporaines, en se concentrant sur la nécessité de renforcer l'action collective organisée qui a pour but d'accroître le rôle et la crédibilité de l'ONU dans son action pour construire un avenir meilleur pour l'humanité.

Je tiens aussi à exprimer notre plein accord avec le message clair du Secrétaire général qui affirme que nous réussirons ou échouerons ensemble selon l'efficacité de notre réponse commune et notre capacité de faire de l'exigence de responsabilité un principe cardinal appelé à guider notre organisation dans son action.

Mais avant de commenter plus avant sur le rapport du Secrétaire général, je tiens à ajouter qu'au-delà de la réalisation des objectifs de responsabilité, nous devons souligner combien il importe de renforcer la confiance entre tous les États Membres. Cette confiance est un pilier fondamental de toute action

collective, en particulier au sein de l'ONU; mais celle-ci a été sapée ces dernières années par l'absence préjudiciable de respect des engagements pris lors des précédents sommets et conférences de l'ONU, en particulier dans le domaine du développement, et par les tentatives de certains d'imposer des modèles et des concepts particuliers qui ne prennent pas en compte la diversité politique, économique, culturelle et religieuse des États Membres, ainsi que la tendance croissante de certains Membres de tourner le dos à l'action collective de l'Organisation en privilégiant l'unilatéralisme sur la base d'alliances politiques et militaires ou poussés par leur puissance économique.

Par conséquent, la première étape pour garantir une pleine responsabilisation est un engagement explicite de tous les États Membres d'apporter leur soutien à une action collective internationale. Pour atteindre cet objectif, nous devons faire en sorte que cette action collective puisse répondre aux besoins de développement, de paix et de sécurité de nos peuples et leur permette de jouir des normes les plus élevées de démocratie, de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, indépendamment des phénomènes de politisation, de sélectivité, du « deux poids, deux mesures » que nous observons aujourd'hui dans notre action pour répondre aux problèmes mondiaux.

Le Secrétaire général a consacré plus de la moitié de son rapport et de ses annexes à la question du développement. Il faut noter que les deux réunions de haut niveau convoquées au début de la présente session de l'Assemblée générale ont sans aucun doute permis d'arriver à une nouvelle compréhension commune des besoins croissants en matière de développement auxquels on doit répondre de la façon la plus efficace possible en vue de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et de permettre à l'Afrique de satisfaire à ses besoins de développement et d'atteindre ses objectifs. Pour cela, il faut que l'ONU joue un rôle moteur pour financer ce développement, indépendamment du rôle important joué par la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey, conférence que nous tenons à mener à bonne fin à la fin de cette année.

Il est également nécessaire de créer des mécanismes de financement dans le budget-programme de l'ONU, qui ne devraient pas dépendre des contributions volontaires. Il est également important de

renforcer la prise en main par les pays de leur propre développement et de baser les efforts de développement sur les stratégies nationales sans conditions préalables.

Comme l'a affirmé le Secrétaire général, l'année prochaine doit être une année d'action pour fournir de la nourriture, un logement, une éducation et des soins de santé à ceux qui en ont le plus besoin, mais aussi pour renforcer la stratégie du Secrétaire général visant à accroître la capacité des États africains de réaliser les OMD et d'autres objectifs de développement adoptés au niveau international. À cet égard, nous appuyons les propositions du Secrétaire général de renforcer et de revitaliser le Département des affaires économiques et sociales et de fournir les ressources financières nécessaires pour atteindre cet objectif.

Nous accordons beaucoup d'importance au développement, mais nous lançons également un appel pour que soit renforcée la capacité de l'ONU de régler les différends, non seulement dans le domaine de la diplomatie préventive, mais aussi dans celui des missions de maintien de la paix. Même si nous appuyons le renforcement du rôle du Département des affaires politiques dans ces deux domaines importants et l'exercice accru des bons offices du Secrétaire général, l'ONU a le devoir de renforcer son rôle pour aboutir à un règlement pacifique de tous les différends et de ne pas limiter ses efforts à l'envoi de missions de maintien de la paix pendant des dizaines d'années sans déployer d'efforts parallèles pour arriver au règlement pacifique nécessaire.

Nous nous félicitons du rôle joué par l'ONU représenté par le Quatuor international et par les Envoyés spéciaux des Nations Unies pour le Moyen-Orient. Mais nous estimons qu'il importe de renforcer plus activement son rôle pour parvenir à un règlement global du conflit arabo-israélien, d'autant que le mandat de ce processus de paix avait été établi à l'ONU et demeurera le fondement de tout règlement final.

Dans le même ordre d'idée, nous devons renforcer le rôle de la Commission de consolidation de la paix, du Bureau pour la consolidation de la paix et du Fonds pour la consolidation de la paix, dans un cadre propice à une plus grande coordination entre le rôle du Secrétaire général, d'une part, et le rôle de la Commission, d'autre part, étant donné, surtout, le rôle opérationnel clef joué par la Commission sur le terrain. Dans le cadre de notre appui aux mesures

internationales visant à combattre la crise alimentaire qui ne cesse de s'aggraver, nous nous félicitons aussi de l'initiative prise par le Secrétaire général de présenter une stratégie globale pour lutter contre cette crise, y compris une réaction rapide à la situation humanitaire provoquée par cette crise. Cela exige également une franche discussion des activités du Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires, auxquels les pays développés ont généreusement contribué afin de répondre aux crises humanitaires; malheureusement, les pays développés n'ont pas contribué de la même manière à la mise en œuvre des engagements pris au niveau international au sein de l'ONU, en particulier dans le domaine du développement.

L'année 2008 marque le sixième anniversaire des activités de l'ONU en matière de maintien de la paix. Elle coïncide aussi avec le sixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme et le quarantième anniversaire de l'adoption du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP). Cela impose, sans nul doute, de procéder à une évaluation approfondie de chacun de ces trois importants domaines.

Dans le domaine du maintien de la paix, l'Égypte a appuyé les propositions du Secrétaire général en faveur de la restructuration du Département des opérations de maintien de la paix et de la création du Département de l'appui aux missions. En même temps, nous tenons à exprimer notre inquiétude concernant l'accroissement persistant du budget des opérations de maintien de la paix par rapport au budget total de l'Organisation. Nous tenons aussi à faire de notre préoccupation que la poursuite des opérations de maintien de la paix n'a pas été associée à de véritables efforts de la part de l'Organisation de parvenir à des accords de paix globaux. Sur cette toile de fond, nous sommes d'accord avec le Secrétaire général lorsqu'il insiste dans son rapport sur la nécessité d'un « engagement politique soutenu auprès des parties en présence afin qu'il y ait une paix à maintenir ». (A/63/I, par. 49)

L'Égypte a fourni et continuera de fournir des effectifs choisis parmi ses meilleurs hommes et femmes pour participer aux opérations de maintien de la paix de l'ONU, car elle est convaincue de l'importance du concept de sécurité collective internationale, mais elle appelle aussi à un plus haut degré de coordination entre les pays fournisseurs de contingents et le Conseil de sécurité, afin de parvenir

sans délai à une stabilisation de la présence internationale sur le terrain.

Dans le domaine des droits de l'homme, nous nous félicitons des progrès accomplis par le Conseil des droits de l'homme en tant qu'organe subsidiaire de l'Assemblée générale. Sur ce point, nous partageons les vues du Secrétaire général selon lesquelles les normes régissant les droits de l'homme n'ont jamais été aussi largement acceptées. Néanmoins, nous soulignons la nécessité de respecter la diversité culturelle, religieuse et ethnique dans le traitement de ces questions, ainsi que la nécessité de ne pas chercher à imposer des concepts n'ayant pas fait l'objet d'un accord. Nous mettons en garde contre les tentatives de certains de se poser en gardiens des questions de droits de l'homme au sein de l'ONU. Nous sommes tous convaincus de l'importance des droits fondamentaux et de la nécessité de garantir ces droits pour tous les peuples dans un cadre universellement accepté, notamment le droit au développement.

Concernant les nouvelles questions dont nous débattons actuellement, l'Égypte participe aux consultations en cours sur les paragraphes 138 et 139 du Document final du Sommet mondial de 2005 relatifs au devoir de protéger. Nous sommes prêts à débattre de la mise en œuvre de ces deux paragraphes au sein de l'Assemblée générale en vue de parvenir à un accord sans équivoque sur la portée de ces deux paragraphes eu égard à la souveraineté nationale, de même que sur les rôles de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité en la matière.

Pour passer à la question du désarmement, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) connaît assurément sa crise la plus grave à l'heure actuelle étant donné l'incapacité de réaliser son universalité et l'échec explicite s'agissant de la mise en œuvre de tous les éléments de l'accord prévoyant sa prorogation indéfinie conclu en 1995, en particulier la résolution ayant trait au Moyen-Orient. En outre, cela a été aggravé par les tentatives de renforcement de la gestion internationale des questions de non-prolifération au détriment de la réalisation de l'universalité du TNP et des questions de désarmement nucléaire. Malheureusement, tout ceci fait planer une menace potentielle sur la confiance accordée par la communauté internationale au TNP et au principe de sa prorogation indéfinie.

Quarante ans se sont écoulés depuis l'adoption du TNP et cela conduit à tirer la sonnette d'alarme. La

communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour renforcer sa mise en œuvre. Il est essentiel de garantir le succès de l'examen du Traité en 2010, de renforcer le régime du TNP dans l'optique de réaliser le désarmement nucléaire, et de promouvoir la conviction partagée que le Traité doit être considéré comme la pierre angulaire de la sécurité collective internationale en matière nucléaire.

De même, le succès de l'examen de la Stratégie antiterroriste mondiale, au début du mois de septembre cette année, devrait être complété par des efforts assidus visant à renforcer la participation des États Membres à la mise en œuvre de la stratégie. Ladite mise en œuvre ne devrait pas être restreinte aux commissions mises en place à l'initiative du Secrétariat.

Pour terminer, je me félicite des propositions formulées par le Secrétaire général dans les différents domaines de réforme, notamment : arriver à une cohérence à l'échelle du système dans les activités de l'Organisation, renforcer l'obligation de rendre compte au sein du Secrétariat, promouvoir l'administration de la justice et utiliser pleinement les technologies de l'information et de la communication. Je voudrais aussi féliciter le Secrétaire générale pour la politique d'ouverture dont il a fait preuve à l'égard des États Membres, en organisant des séances d'information régulières avec l'Assemblée générale, en encourageant la coopération avec les organisations régionales et en favorisant la participation de la société civile et du secteur privé aux activités de l'Organisation, en satisfaisant aux intérêts réciproques des États Membres compte tenu des dispositions de la Charte.

**M. Hannesson** (Islande) (*parle en anglais*) : Le rapport annuel du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/63/1) fournit un bon aperçu des résultats obtenus au cours de l'année écoulée et des défis complexes qui nous attendent. Le rapport nous aide à rester centrés sur nos objectifs. À ce propos, j'aborderai brièvement les trois volets fondamentaux que le Secrétaire général présente dans le rapport.

Répondre aux besoins des plus déshérités est un aspect essentiel du maintien de la paix et de la sécurité, qui est une tâche complexe et multidimensionnelle. La pauvreté et le sous-développement figurent parmi les plus grands défis auxquels se heurte la communauté internationale aujourd'hui.

Nous sommes à mi-parcours de l'horizon 2015, date butoir pour la réalisation des objectifs du

Millénaire pour le développement (OMD). Des progrès considérables ont certes déjà été accomplis, mais nous sommes toujours très préoccupés à l'idée que nombre de pays en développement ont peu de chances d'atteindre ces objectifs d'ici à 2015. Il faut faire davantage en matière de financement du développement. La prochaine réunion à Doha sur le financement du développement permettra à cet égard de mettre à l'épreuve la détermination de la communauté internationale.

La protection et la promotion des droits de l'homme fondamentaux est l'un des objectifs prioritaires en matière de maintien de la paix et de la sécurité. Dans son rapport, le Secrétaire général constate que des progrès significatifs ont été réalisés par la communauté internationale pour promouvoir les normes relatives aux droits de l'homme et les mécanismes y afférents.

Les droits des femmes sont des droits fondamentaux et, à ce titre, sont en soi importants. En outre, il est désormais établi que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont aussi des leviers d'une économie intelligente, sans lesquels on ne pourrait pas éliminer la pauvreté ni réaliser les OMD. De la même façon, il est clair que la dimension sexospécifique existe bel et bien dans les conflits et dans les domaines de la paix et de la sécurité. Les femmes ont un rôle distinctif et important à jouer à la fois dans le règlement des différends et dans le maintien de la paix.

Nous appuyons fermement le renforcement des activités de l'ONU en matière de prévention des conflits. Cela s'inscrit dans l'approche holistique que nous avons de plus en plus appliquée dans nos travaux. Nous faisons nôtre l'affirmation selon laquelle il n'y a pas de sécurité sans développement et pas de développement sans sécurité, comme on l'a si souvent dit dans cette salle.

Sauvegarder les biens de l'humanité est un autre volet important du maintien de la paix et de la sécurité. Le changement climatique constitue une menace pour la sécurité des personnes. Les pays plus vulnérables, notamment les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés, seront les plus durement touchés alors qu'ils sont ceux qui sont le moins responsables du changement climatique. Nous devons accepter le fait que la garantie d'un avenir sûr pour l'humanité constitue une responsabilité commune de l'ensemble des nations. Les coûts économiques qui en

découleront doivent être partagés au prorata des ressources.

Dans notre quête de paix et de sécurité, tous les États membres doivent poursuivre leurs efforts conjoints dans la lutte contre le terrorisme. Bien que beaucoup ait déjà été fait sous les auspices de l'ONU, la persistance, voire l'augmentation des attentats demeure un grave motif de préoccupation. Par conséquent, il faut en faire davantage. L'Islande soutient donc la conclusion d'une convention internationale contre le terrorisme. Un cadre légal international renforcé consoliderait les efforts de lutte contre le terrorisme et permettrait de veiller à ce que notre respect fondamental des droits de l'homme et du droit international humanitaire ne soit pas sacrifié dans la bataille.

La prolifération persistante des armes fait peser une menace constante sur la paix et la sécurité. À cet égard, l'Islande regrette les progrès limités réalisés dans les domaines de la maîtrise des armements, du désarmement et de la non-prolifération.

La prolifération des armes nucléaires, avec leur immense pouvoir de destruction, est particulièrement inquiétante, et l'Islande appuie pleinement le travail de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Cependant, les armes légères et de petit calibre représentent elles aussi un grave danger, et aucun effort ne devrait être épargné pour tenter de réduire le nombre de décès dus à ces armes. La répression du commerce illicite d'armes légères et de petit calibre constitue une étape importante en ce sens, et l'Islande fait partie des pays qui ont préconisé la conclusion d'instruments juridiquement contraignants sur le courtage illicite de ces armes, ainsi que sur leur

marquage et leur traçage. En outre, la conclusion d'un traité sur le commerce des armes constituerait certainement une mesure importante à cette fin.

Nous sommes pleinement d'avis avec le Secrétaire général que nous devons renforcer l'ONU en s'employant à la rendre pleinement responsable de ses actes. Bien que la frustration et l'impatience caractérisent fréquemment les vues sur la façon dont l'ONU s'attaque aux défis mondiaux, le fait est que le système des Nations Unies dans son ensemble joue indiscutablement un rôle de premier plan dans le maintien de la paix, la lutte contre la faim et la famine, et la coordination de la réponse mondiale aux innombrables crises qui menacent l'humanité à diverses époques. N'oublions pas que l'ONU ne peut faire que ce que ses États Membres sont prêts à la laisser faire. Il est de notre responsabilité de donner à l'ONU les moyens et mandats nécessaires pour qu'elle puisse s'attaquer avec efficacité aux menaces et aux défis actuels.

L'ONU joue un rôle fondamental dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et il est important que l'Organisation soit pleinement outillée, au plan tant financier qu'institutionnel, pour régler ces questions importantes. Pour le moment, ce n'est malheureusement pas le cas. Il a été reconnu que le travail de l'ONU dans ce domaine manque souvent de ressources, est fragmenté et opaque. L'Islande pense qu'il est indispensable de remédier à ces carences durant la soixante-troisième session de l'Assemblée générale, dans le but de bâtir une ONU plus forte, plus souple, plus cohérente et plus responsable, dans l'intérêt de tous.

*La séance est levée à 13 h 5.*